

LA RÉVOLUTION RUSSE: UNE APPROCHE ANARCHISTE

René Berthier

INTRODUCTION

Il y a 80 ans, un événement d'une ampleur jamais vue allait bouleverser le monde et orienter durablement le destin de la classe ouvrière internationale. Le prolétariat russe et l'énorme masse paysanne ont renversé le tsar de toutes les Russies et établi un système fondé sur les conseils ouvriers et paysans. Il existe de nombreuses histoires de la révolution russe. On trouve, en quantités moins importantes, des livres sur les anarchistes et la révolution russe. Dans le premier type d'ouvrage, les anarchistes n'apparaissent pas du tout, ou très marginalement. Dans le second type d'ouvrage, qui tente de rendre justice au mouvement libertaire, le travail de restitution du rôle des anarchistes tend à ne pas mettre leur activité en relation avec le déroulement général de la révolution et des problèmes qu'elle a posés. On sait que ce sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire. La mythologie fondée par les bolcheviks et leurs héritiers a eu pour fonction de masquer la réalité, l'extraordinaire vitalité et diversité des expériences que les acteurs de cette révolution ont tenté de mettre en place.

La chute du mur de Berlin, l'implosion de l'URSS ont contribué, aux yeux des tenants du libéralisme, à renvoyer au magasin des accessoires de l'histoire les espoirs nés de la révolution russe. Les libertaires affirment que ces espoirs restent plus que jamais d'actualité et qu'il convient plus que jamais de les réaffirmer, en opposition à ceux pour qui la liberté n'est que la liberté d'exploiter, et en opposition également à ceux pour qui l'émancipation de l'humanité ne peut passer que par son oppression préalable. Nous avons tenté, dans une première partie, de présenter au public une relation des principaux événements de la révolution en y intégrant l'activité des libertaires russes, mais également en proposant, dans une seconde partie, une réflexion sur les principaux problèmes qui se sont posés alors.

Il nous semble qu'aujourd'hui la révolution russe doit être un sujet de réflexion pour la révolution de demain ; les problèmes qu'elle a posés restent dans l'ensemble des problèmes que les révolutionnaires d'aujourd'hui doivent continuer de se poser. C'est pourquoi, dans cette perspective, nous avons, à l'occasion, fait un parallèle avec la

révolution espagnole, pour mettre en relief comment les mêmes problèmes ont pu être abordés de manière radicalement différente.

LA REVOLUTION RUSSE, UN ENJEU POLITIQUE

La révolution russe a longtemps été un enjeu politique; elle a été “instrumentalisée”, utilisée par les propagandes diverses, chacune ne retenant que les aspects qui confirmaient sa propre optique de l’histoire, ou qui convenaient à sa propre perspective du présent. Le mouvement libertaire n'échappe pas à cette tendance, dans la mesure où il axe son discours sur la révolution sur deux événements portés à un statut quasi mythique, le mouvement makhnoviste et l'insurrection de Kronstadt.

Quoique nous y fassions mention à l'occasion, nous avons délibérément choisi de ne pas insister sur ces deux événements, que nous ne sous-estimons évidemment pas, mais qui sont largement décrits et analysés par ailleurs, et au sujet desquels nous ne saurions que conseiller au lecteur de s'informer auprès des sources détaillées accessibles¹.

L'insistance mise par les libertaires sur le mouvement makhnoviste en Ukraine a abouti à occulter d'une part l'existence d'un important mouvement anarchiste dans les centres industriels d'Ukraine, et d'autre part l'activité du mouvement anarchiste en Russie même. Quant à l'insurrection de Kronstadt, en 1921, elle n'est que la conclusion d'un processus de plusieurs années de contre-révolution et ne saurait donc expliquer cette contre-révolution². A l'embouchure de la Volga, au centre d'une région grande productrice de blé et riche en poisson, les ouvriers mouraient de faim. Ils n'avaient même pas le droit de pêcher pour leurs besoins individuels. En mars 1919 ils se mirent en grève. Un meeting de 10 000 ouvriers fut dispersé, le 10 mars 1919, à la mitrailleuse et à la grenade, puis à l'artillerie lourde. Trotsky envoya un télégramme aux autorités communistes de la ville : “Réprimez sans pitié”. Le 12 mars une folie meurtrière s'empara des autorités. On fusillait dans les caves des “commandatures”, dans les cours, on jetait des ouvriers pieds et poings liés dans la Volga. Les cadavres d'ouvriers fusillés jonchaient les rues au matin. Le 13 et le 14 mars les exécutions continuaient encore. “Le pouvoir semblait vouloir prendre sa revanche sur les ouvriers d'Astrakhan pour toutes les grèves ouvrières, celles de Toula, de Briansk, de Petrograd qui avaient

¹ Consulter la bibliographie en fin d'ouvrage

² La répression de l'insurrection de Kronstadt a eu tendance à occulter d'autres révoltes ouvrières qui ont été réprimées dans des bains de sang, notamment celle d'Astrakhan.

déferlé à travers le pays en mars 1919. Ce ne fut que vers la fin d'avril que les exécutions commencèrent, peu à peu, à se faire moins nombreuses.”³ La ville était désertée de ses ouvriers, qui avaient fui. Il fallut faire intervenir la cavalerie pour les récupérer en rase campagne et les obliger à revenir en ville. Les ouvriers, dont 2 000 de leurs camarades avaient été tués lors du mitraillage de leur meeting et plusieurs milliers d'autres lors de la répression qui s'ensuivit, furent contraints d'assister aux obsèques des quarante-sept tchékistes qui avaient été tués dans l'affaire.

Notre étude s'arrête à cette date, qui est aussi celle du Xe congrès du parti communiste russe. Les héritiers des différents courants qui se sont affrontés ont dans une large mesure plaqué sur les événements consécutifs à février, puis à octobre 1917, leur propre grille de lecture, tirant la couverture à soi, attribuant les succès ou les échecs à l'application ou à la non-application de leur ligne politique. Il ne s'agit pas simplement d'une présentation systématiquement déformée des faits. Toutes les organisations politiques de la gauche ont élaboré une véritable mythologie.

La social-démocratie parlementaire attribue l'échec de la révolution à la destruction des institutions parlementaires par les bolcheviks – la dissolution de l'Assemblée constituante. Ceux-là oublient que les ouvriers et les paysans russes, dans les premiers mois de la révolution, aspiraient essentiellement à en finir avec la guerre, et que pour cela ils attendaient des dirigeants socialistes qu'ils prennent le pouvoir, ce qu'ils ont refusé de faire. C'est que, au début de la révolution, l'ensemble des forces socialistes, bolcheviks compris, partageaient d'une application stricte du matérialisme historique de Marx, ou de ce qu'ils estimaient tel, selon lequel on ne peut passer d'une société encore féodale au socialisme sans réaliser au préalable la révolution bourgeoise. Le programme des socialistes, toutes variantes confondues, était donc la révolution bourgeoise, les seules divergences résidant dans la durée de celle-ci. Il ne pouvait donc être question que les socialistes prennent le pouvoir.

On comprend, dans ces conditions, le ralliement des ouvriers aux bolcheviks, dans la mesure où ceux-ci, bousculés par Lénine qui imposa aux militants incrédules le mot d'ordre de prise du pouvoir, furent les seuls à se déclarer prêts à le prendre, ce pouvoir.

Les communistes de toutes tendances, staliniens, trotskistes ou maoïstes se querellent pour réclamer à leur seul profit la légitimité de la succession de Lénine, mais

³ P. Siline, cité par Jacques Baynac, *La Terreur sous Lénine*, éd. Sagittaire, p. 166.

tous évoquent la “glorieuse révolution socialiste d’octobre” avec une ferveur toute religieuse, et parlent des soviets avec une émotion aussi sincère qu’idéalisée, évacuant l’extraordinaire rapidité avec laquelle ils se sont bureaucratisés – quelques mois. Octobre 1917 est devenu à ce titre un mythe fondateur. Ceux qui se réclament de l’héritage bolchevik ont vécu “en plein délire d’identification avec la révolution russe”, comme dit Carlos Semprun-Maura, et ont traîné un schéma de révolution qui se limite à la prise du Palais d’Hiver ou à des soviets mythiques soutenant inconditionnellement les bolcheviks.

Il ne s’agit pas simplement d’une approche déformée des faits: il s’agit d’une approche essentiellement idéologique, qui remplace les faits par l’idée qu’on veut donner des faits. Il s’agit d’une pétrification de la réalité historique par l’idée qu’on veut imposer de la réalité, au nom d’un dogme. L’histoire est réécrite à partir d’interprétations, d’analogies avec des événements survenus antérieurement (la Commune de Paris, par exemple) ou de citations de Marx qu’on force à coller aux événements. Ce que Lénine ou Trotski disent est vérité historique. Il n’est aucunement besoin d’aller chercher ailleurs. Pourtant, le simple examen des exclusions en chaîne des dirigeants bolcheviks par eux-mêmes, leur approbation des mesures successives de répression contre d’autres, mais dont ils finissent toujours par être eux-mêmes victimes, à leur grand étonnement, suffisent à casser toute vision idéalisée de la révolution.

Les communistes “orthodoxes” ont continué, contre toute raison, de se référer au “socialisme réel” issu de la révolution d’Octobre, et qui n’était qu’une caricature de socialisme. Selon le modèle orthodoxe, la révolution, qui avait bien commencé, aurait subi un “accident” de l’histoire, le culte de la personnalité. La dénonciation de ce culte par Khrouchtchev aurait remis le communisme dans ses rails, ce qui aurait permis au régime de présenter un bilan “globalement positif”. Pendant des dizaines d’années le communisme “orthodoxe” a présenté aux masses populaires un modèle qui n’était qu’un travestissement tragique de socialisme ; ils ont mis en œuvre des stratégies de liquidation de mouvements révolutionnaires authentiques qui apparaissaient inopportuns à la politique étrangère de l’Union soviétique. La liquidation du parti communiste allemand et la guerre civile espagnole n’en sont que quelques exemples.

Loin d’être des forces d’opposition au capitalisme dans les pays occidentaux, les communistes ont aspiré à participer à sa gestion. Combien de grèves ont été étouffées dans les années 70 en France parce que la stratégie de programme commun, qui devait

porter au pouvoir ces héritiers d'Octobre, devait régler les problèmes plus efficacement que des mouvements sociaux?

Faut-il s'étonner dès lors de la démoralisation de la classe ouvrière, de sa perte de conscience de classe et de sa dispersion dans des idéologies au mieux consensuelles, au pire racistes ? "Les ministres communistes ne font plus peur à la bourse" titre Le Monde du 7 juin 1997, qui annonce que le CAC 40 a gagné 2,11 points. Octobre 1917 est loin, très loin. Ces héritiers-là d'Octobre en sont réduits à utiliser l'adjectif "citoyen" concept interclassiste, à tout bout de champ. La plus grande nouveauté de leur politique réside dans la "démarche communiste nouvelle" annoncée par Robert Hue, c'est-à-dire "l'intervention citoyenne" et l'union de toutes les forces de gauche. Une véritable révolution culturelle, une "révolution ci-toyenne et solidaire". Les antagonismes de classe relèvent désormais de l'histoire ancienne. Le champ de l'action du parti – et de son recrutement électoral – ne se situe précisément plus sur le terrain de la lutte des classes mais sur celui de l'antifascisme, plus efficace pour racoler des citoyens-électeurs. Si Lénine voyait cela, il mourrait de rire.

L'explication communément proposée par Trotski et les trotskistes de la genèse du régime bureaucratique en URSS est fondée sur une argumentation qui mêle habilement la réalité des faits et la distorsion de leur signification:

1. La Russie s'est retrouvée isolée par l'échec de la révolution en Europe.
2. Le pays était dévasté par la guerre civile.

1. La Russie était un pays arriéré qui n'avait pas la base industrielle suffisante pour construire le socialisme.

2. La révolution allemande, tant attendue, et qui devait rompre l'isolement de la révolution russe, n'a pas eu lieu.

A ces remarques, on peut objecter que:

1. La dictature bolchevique sur toute la société russe a été le premier obstacle à l'extension de la révolution en Europe.

2. La révolution avait gagné la guerre; or, précisément après la guerre civile, la dictature bolchevique s'est considérablement accrue contre les organisations dont l'alliance n'était plus nécessaire.

3. En 1913 la Russie était tout de même la cinquième puissance industrielle mondiale, qui exportait du blé; il faudra attendre 1962 pour que l'URSS rattrape la production de blé de la Russie de 1913...

4. La signature du traité de Brest-Litovsk a également signé la fin de la révolution allemande.

Le contexte décrit par Trotski, et par les léninistes en général, n'est pas inexact, mais il n'explique rien, car en vérité la révolution russe, dans ces conditions, aurait dû simplement être vaincue et conduire à un retour à la situation antérieure; or, elle s'est dissoute de l'intérieur. L'argumentation trotskiste explique l'échec, elle n'explique pas la dégénérescence. Pour le trotskisme, la révolution a été trahie. L'URSS reste un Etat ouvrier, mais "degenere". La bureaucratie soviétique est un phénomène inédit dans l'histoire, pour lequel la théorie marxiste ne fournit pas de cadre explicatif; elle ne propose pas non plus d'autre exemple historique de "dégénérescence". La reconnaissance par les trotskistes de sa nature réelle conduirait inévitablement à nier le léninisme comme instrument de la révolution prolétarienne.

Trotski écrit qu'un parti "qui ne va pas de pair avec les tâches historiques de sa classe devient ou risque de devenir un instrument indirect des autres classes" (Leçons d'Octobre). Or c'est précisément ce qu'est devenu le parti bolchevik. Mais dans la perception de Trotski il ne fait pas de doute que le parti bolchevik était l'expression (et la seule) de la classe ouvrière. On pourrait aller plus loin en se demandant de quelle classe le parti bolchevik, au-delà de son discours, était réellement l'expression. L'anarchiste Archinov, on le verra, fournira une réponse. On peut dire que la notion de "dégénérescence" en parlant d'un système politique et social, est un non-sens dialectique, du strict point de vue marxiste.

Une révolution prolétarienne peut résulter des contradictions du régime capitaliste et produire un système qualitativement nouveau (le communisme); mais si elle "dégénère", elle ne peut pas, dialectiquement, rester dans un état de dégénérescence permanente, comme a semblé le suggérer le trotskisme pendant des décennies. Elle conduit inévitablement à un système qualitativement différent, qui ne peut pas être un simple retour en arrière (le capitalisme libéral), mais qui n'est pas non plus le communisme: c'est ce quelque chose de différent que le marxisme-léninisme est incapable d'expliquer (sauf à se nier lui-même), et là se trouve le constat de son échec, puisque voilà une science qui prétend avoir découvert les lois de l'évolution historique

(un “bloc d’acier” auquel il n’y a rien à retirer, selon les termes de Lénine) et qui se trouve impuissante à expliquer le présent parce qu’il ne cadre pas avec les schémas établis.

Nombre d’anarchistes sont tombés dans le travers de la mythification et de la simplification, comme en témoigne Voline:

“Le parti bolchevik, une fois au pouvoir, se transforma en maître absolu. La corruption le gagna rapidement. Il s’organisa lui-même en caste privilégiée. Et plus tard, il écrasa et soumit la classe ouvrière pour l’exploiter, sous de nouvelles formes, et selon ses intérêts particuliers.” (La Révolution inconnue, Belfond.)

Certes, de telles affirmations ne sont pas fausses, mais quelque vérité que puisse contenir une caricature, celle-ci ne saurait tenir lieu d’analyse. Ida Mett elle-même, parlant du livre de Voline, disait que “le résultat de sa tentative est vraiment décevant”. Elle ajoute: “On dirait, d’après ses écrits, qu’il fallait que l’auteur vienne en Russie pour que l’anarchisme apparaisse⁴.”

Une partie du mouvement libertaire international s’est limitée à l’idée que les bolcheviks étaient des “autoritaires” et des méchants assoiffés de pouvoir, évacuant le fait que différentes couches sociales, parmi lesquelles les dirigeants bolcheviks eux-mêmes, aient pu s’opposer pour le contrôle du pouvoir. Cette vision idéaliste est heureusement contrebalancée par d’autres. C’est peut-être Archinov, dans Le mouvement makhnoviste (1921), qui fournit la clé de la dérive autoritaire du régime. L’analyse qu’il fait du rôle de l’intelligentsia révolutionnaire est une vision pénétrante de la sociologie des mouvements révolutionnaires dans les pays sous-industrialisés dominés par l’impérialisme:

“Les vagues aspirations politiques de l’intelligentsia russe en 1825 s’érigèrent, un demi-siècle plus tard, en un système socialiste achevé et cette “intelligentsia” elle-même [se constitua] en un groupement social et économique précis: la démocratie socialiste. Les relations entre le peuple et elle se fixèrent définitivement: le peuple marchant vers l’auto-direction économique et civile; la démocratie cherchant à exercer le pouvoir sur le peuple. La liaison entre eux et nous ne peut tenir qu’à l’aide de ruses, de tromperies et de violences, mais en aucun cas d’une façon naturelle et par la force d’une communauté d’intérêts. Ces deux éléments sont hostiles l’un à l’autre⁵.”

⁴ Masses, Socialisme et liberté, décembre 1947-janvier 1948, n° 12.

⁵ Piotr Archinov, Histoire du mouvement makhnoviste, Béliabaste, pp. 21-22. – Bakounine développa ses idées sur les potentialités révolutionnaires de la Russie à partir d’une observation aiguë de la réalité

L'intelligentsia allait constituer l'une des principales bases sociales de la bureaucratie soviétique, qu'allaient rejoindre les fonctionnaires et les dirigeants de l'ancien régime. La question : quelle est la nature du régime hérité d'Octobre n'a donc à notre avis aucun sens si on ne se pose pas également la question: quelle est la nature de classe du léninisme. L'école des marxistes allemands et hollandais allait apporter plus tard une réponse très proche de celle d'Archinov. Les libertaires ont vécu avec des images d'Épinal de héros vaincus, dans le souvenir de la répression de Kronstadt, ou dans celle du mouvement makhnoviste, comme si la liquidation de ces deux mouvements était la seule manifestation de la contre-révolution bolchevique. Du coup ils en oublient l'extraordinaire explosion du mouvement anarchiste et anarchosyndicaliste dans la classe ouvrière russe, dans les syndicats et les comités d'usine.

Attribuer aux seules tendances « autoritaires » des bolcheviks la responsabilité de l'échec de l'anarchisme russe passe à côté d'un fait essentiel, sa division, ses querelles internes et son incapacité constituer une organisation nationale. Makhno était revenu en Ukraine écœuré de l'état du mouvement libertaire russe. S'il avait existé en Russie une organisation à la hauteur des effectifs du mouvement, comparable à celle du mouvement libertaire ukrainien, capable de soutenir l'insurrection makhnoviste, le sort de la révolution russe aurait sans doute été différent.

LA SITUATION EN 1917

Le développement du capitalisme en Russie ne fut pas l'œuvre d'une bourgeoisie nationale autonome. Il fut l'œuvre de l'Etat et du capital étranger. La bourgeoisie russe était faible, les entreprises dirigées par le capital russe étaient souvent arriérées. En outre, le quasi-monopole dont elles bénéficiaient sur le marché intérieur, la faiblesse de la concurrence étrangère n'engageaient pas les capitalistes russes à se moderniser. Une aristocratie opulente drainait une grande partie des richesses du pays.

Au début du siècle, la Russie commençait à s'insérer dans le concert capitaliste européen. Sa production industrielle avait doublé entre 1890 et 1900, et sa croissance tournait autour de 10 % par an. Moscou et Saint-Pétersbourg commençaient à

sociologique du pays. La clé de cette analyse se trouve peut-être dans une lettre qu'il écrit à Liebknecht le 8 avril 1870, dans laquelle il déclare que la majorité des étudiants russes se trouve dans la situation de « n'avoir absolument aucun moyen assuré d'existence devant elle, ce qui fait qu'avant tout, elle est révolutionnaire par position, et c'est la manière la plus sérieuse et la plus réelle, selon moi, d'être révolutionnaire ». Or, il est significatif que ce sont ces mêmes intellectuels d'origine bourgeoise qui, trente ans plus tard, constitueront l'écrasante majorité des cadres du parti bolchevik.

ressembler à des villes industrielles européennes, et en même temps que se constituait un prolétariat apparaissait également une classe moyenne urbaine, notamment dans les régions industrielles nouvelles de Pologne orientale, d'Ukraine, de Géorgie et dans les mines transuraliennes de fer et de charbon. A la différence de l'Europe de l'Ouest, une proportion importante du développement industriel était patronnée, voire contrôlée par l'Etat. L'industrialisation de la Russie, l'introduction des rapports de production capitalistes se firent en l'absence d'une bourgeoisie capable de mener à bien cette tâche de façon indépendante.

Les grandes entreprises industrielles sont aux mains du capital étranger, contrôlées par lui. Coexistent ainsi une industrie concentrée, utilisant les méthodes modernes de division du travail, auxquelles sont assujettis des travailleurs pour la plupart d'origine rurale, et des conditions de travail despotiques. Cette industrie se spécialise dans la fabrication de produits semifinis destinés à l'exportation. En quelque sorte le capitalisme européen avait opéré en Russie des "délocalisations" avant l'heure, et à grande échelle, profitant de l'existence d'une main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché. Deux faits distinguent l'économie russe dominée par l'impérialisme de l'économie occidentale: le faible développement des industries mécaniques et chimiques qui constituent la base d'une industrie indépendante, et qui nécessitent des ouvriers qualifiés; le faible développement de la petite et moyenne industrie qui, dans les pays industriels, est le complément de la grande industrie, travaillant en sous-traitance pour elle et employant elle aussi une importante main-d'œuvre qualifiée. En 1897, les usines de plus de 500 ouvriers occupent 42 % de la main-d'œuvre, contre 15,3 % en Allemagne; en 1910 ce pourcentage atteint 54,3 %⁶.

"En raison précisément de cette jeunesse, l'industrie russe est moderne, fortement capitalisée et centralisée. Elle est presque exclusivement constituée par d'immenses usines employant des centaines et des milliers d'ouvriers, utilisant un matériel mécanique dernier cri. La petite et la moyenne industrie n'existent pas pour ainsi dire", dit Jacques Sadoul. L'essentiel de l'équipement, très moderne, de l'industrie est fourni par l'étranger. La main-d'œuvre russe qualifiée étant presque inexistante, les industriels font la plupart du temps appel à des ouvriers et à des techniciens étrangers pour les travaux qualifiés. La structure de la classe ouvrière russe permet la mise en œuvre d'une division du travail très poussée et des méthodes fordistes, qui permettent

⁶ Yves Barel, Le développement économique de la Russie tsariste, W. de Gruyter, 1968, pp. 189-202. 6) Quarante lettres de Jacques Sadoul, Edition de la librairie de l'Humanité, 1922, p. 41 (lettre du 5 mai 1918)

d'utiliser des travailleurs sans formation. Alors qu'en Europe occidentale s'était développé un artisanat de haute qualité qui avait fourni à l'industrie une main-d'œuvre très qualifiée – avant l'introduction du taylorisme – un tel artisanat n'existait pas en Russie. “Seules subsistent dans les provinces les antiques artisaneries paysannes travaillant avec des moyens primitifs les bois, la laine, le chanvre, etc. Ces industries paysannes ne résistent qu'en raison du manque de moyens de communication qui leur laisse la clientèle des villages perdus dans la steppe, et d'autre part des bénéfices incroyablement réduits.” (Sadoul, *ibid.*)

La politique fiscale de l'Etat, menée aux dépens de la paysannerie, avait pour but de financer ses efforts dans l'industrie. La réduction de la consommation paysanne permettait d'augmenter la part du produit national disponible pour l'investissement. La réforme du servage en 1861 avait transformé des millions de paysans en ouvriers agricoles. En 1906, Stolypine met en œuvre des mesures pour créer une couche de paysans propriétaires fidèles au régime, accroissant ainsi l'introduction des rapports de production capitalistes à la campagne. Les classes moyennes n'avaient pas d'existence politique autonome et organisée, et se rangeaient du côté de l'autorité gouvernementale. Parmi ces couches les fonctionnaires et les professions libérales tenaient une plus grande place que la bourgeoisie industrielle. Les rapports entre patrons et ouvriers étaient étroitement contrôlés par l'Etat. Les grèves ainsi que la création de syndicats étaient illégales. Aux yeux du pouvoir il n'y avait pas de distinction entre agitation sociale et révolution.

Lorsque la guerre éclate en 1914, deux faits importants allaient révéler la faiblesse et la décomposition de la société russe: la dépendance du secteur industriel moderne à l'égard du capital étranger et l'incapacité de l'Etat à diriger le pays. La social-démocratie apparaît dans les années 1880 lorsque Plekhanov et quelques amis rompent avec les populistes et créent en Suisse le Groupe pour la libération du travail, pour propager les idées de Karl Marx. Le parti social-démocrate russe se constitue en mars 1898 à Minsk lors d'un congrès secret au terme duquel la plupart des délégués sont arrêtés. Le nouveau parti s'appuie considérablement sur le Bund, l'organisation juive des travailleurs, qui avait alors déjà une grande expérience et était beaucoup plus développée.

En une vingtaine d'années la social-démocratie russe devient une force suffisamment importante pour que le ministre russe de l'Intérieur déclare que ce mouvement est le plus dangereux pour l'Etat. La répression policière obligeait la plupart

des chefs du mouvement à l'exil, où ils se livraient à des querelles sans fin. En 1903 se produit une rupture dans le parti entre une majorité (les bolcheviks) et une minorité (les mencheviks). Cette rupture était fondée sur des divergences concernant des problèmes d'organisation, et notamment sur les critères de recrutement du parti. Les mencheviks avaient en vue un parti de type occidental où l'adhésion était large et se faisait sur la base de l'acceptation du programme. Les bolcheviks entendaient créer un parti dont le niveau d'adhésion était très sélectif, et rigoureusement différencié de la classe ouvrière.

Une autre divergence, théorique celle-là, devait séparer les deux courants. Les mencheviks se fondaient sur une interprétation "orthodoxe" du marxisme, selon laquelle une étape de démocratie bourgeoise et de développement du capitalisme était indispensable pour que se constitue un vaste prolétariat industriel formant la base sociale du socialisme. Les mencheviks portaient d'un constat, la faiblesse numérique du prolétariat russe, et tablaient sur une croissance continue de ce prolétariat consécutive à la mise en place de conditions permettant l'industrialisation du pays. Pour accélérer ce processus, les mencheviks étaient disposés à s'allier avec la bourgeoisie contre l'autocratie tsariste. Les bolcheviks faisaient le même constat mais parvenaient à des conclusions différentes, et il faut dire que les faits leur donnèrent raison. La faiblesse numérique du prolétariat devait être compensée par une alliance, non pas avec la bourgeoisie libérale, mais avec la paysannerie. Sur une population de 160 millions, il y avait 3 millions d'ouvriers et 120 millions de paysans. 130 000 propriétaires terriens détenaient l'écrasante majorité de la terre – 2 000 ha par propriétaire en moyenne – tandis que la masse de la paysannerie détenait en moyenne 7 ha. Les bolcheviks étaient partisans de la distribution de la terre aux paysans, élément essentiel de l'alliance (temporaire) de ces derniers avec le prolétariat. La politique paysanne des mencheviks était très "orthodoxe": ils étaient partisans de la nationalisation de la terre. La distribution de la terre à la paysannerie, selon eux, conduirait à la création d'une classe de paysans moyens, les koulaks, qui seraient hostiles au socialisme

Le 22 janvier 1905 à Saint-Pétersbourg, un cortège pacifique venu soumettre un cahier de doléances au tsar est dispersé avec une extrême brutalité. Une vague de grèves et de manifestations s'ensuivent dans tout l'empire, prenant de court à la fois le pouvoir et les révolutionnaires. Pour la première fois entrent en scène les forces sociales qui balayeront le régime douze ans plus tard : le prolétariat et la paysannerie. Les premiers soviets se forment. Le plus célèbre, celui de Saint-Pétersbourg, avait 550 délégués représentant 250 000 travailleurs. Le Soviet de Moscou, où les bolcheviks étaient plus

nombreux, tenta même une insurrection armée, fin décembre. Lénine tira les leçons de cette répétition générale, dans plusieurs textes, notamment dans “La dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie”⁷

“La question de la participation de la social-démocratie au gouvernement provisoire a été mise à l’ordre du jour”, dit alors Lénine. Est-il permis au parti ouvrier social-démocrate de participer à ce gouvernement provisoire ? “Les porte-parole de la tendance opportuniste de notre parti, Martynov notamment, avaient pour la première fois posé la question dès avant le 9 janvier, et Martynov, suivi de l’Iskra, y avait du reste répondu par la négative.”

Selon cette opinion, la social-démocratie au pouvoir ne pourrait s’empêcher de vouloir réaliser le programme maximum, la révolution socialiste, et échouerait. “Aussi l’entrée de la social-démocratie dans le gouvernement révolutionnaire provisoire serait-elle inadmissible.” Lénine reproche aux mencheviks de confondre révolution démocratique et révolution socialiste, lutte pour la république et lutte pour le socialisme. Selon lui, “la social-démocratie se déshonorerait si elle tentait de faire de la révolution socialiste son objectif immédiat” car il est évident que la prochaine révolution russe aura un caractère bourgeois. C’est pourquoi il faut distinguer le programme minimum démocratique du programme maximum socialiste: “Le cours historique des événements pose maintenant devant le prolétariat russe le problème de la révolution démocratique bourgeoise (...); ce même problème se pose au peuple entier, c’est-à-dire à la masse de la petite bourgeoisie et des paysans; sans cette révolution, on ne saurait concevoir aucun développement sérieux d’une organisation indépendante de classe du prolétariat en vue de la révolution socialiste.”

Le programme de la révolution démocratique ne peut se réaliser que par la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Aujourd’hui, “la lutte du prolétariat pour la république est inconcevable s’il ne s’allie pas à la masse petite-bourgeoise du peuple”: “sans dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, il ne peut y avoir l’ombre d’une espérance de succès dans cette lutte”. Contrairement à ce que pensent les mencheviks, qui tablent sur une évolution historique progressive, les événements ne suivront pas, dit Lénine, “une ligne droite et régulièrement ascendante”, il y aura des bonds. Si l’autocratie est renversée, il faudra, pour sauvegarder cette conquête, “un immense effort révolutionnaire de toutes les

⁷ 12 avril [30 mars] 1905, Œuvres complètes, tome 8, pp. 294-304.

classes d'avantgarde", c'est-à-dire la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, "pas autre chose !"

Lénine s'en prend vivement à l'attitude timorée des mencheviks: "Participer au gouvernement provisoire avec la démocratie bourgeoise révolutionnaire, geignent-ils, mais c'est consacrer le régime bourgeois"... "cet argument est digne des anarchistes ou des populistes". "La social-démocratie ne se détourne pas de la lutte pour la liberté politique sous prétexte que c'est une liberté politique bourgeoise". Mais la social-démocratie "ne "consacre" la république bourgeoise que comme la dernière forme de la domination de classe, comme le terrain le plus favorable à la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie". De façon assez prophétique, Lénine conclut en disant que "quelques mois de dictature révolutionnaire du prolétariat et des paysans feront plus que des dizaines d'années de marasme politique dans une atmosphère paisible et hébétante".

En 1905, donc, Lénine est favorable à la participation à un gouvernement provisoire, mais son objectif est la réalisation d'un programme minimum, démocratique et républicain qui créerait les fondements du développement d'un parti prolétarien. Jusqu'ici, Lénine est parfaitement "orthodoxe". C'est sur les moyens de la réalisation de ce programme qu'il quitte l'orthodoxie, car la classe avec laquelle il préconise l'alliance est la paysannerie. A aucun moment il n'attribue à la paysannerie des capacités révolutionnaires. Les mencheviks préconisent l'alliance avec les libéraux russes perçus comme la force révolutionnaire qui abattra la féodalité et l'aristocratie: il s'agit de la bourgeoisie urbaine; la forme spécifique d'alliance avec la bourgeoisie que préconise Lénine est l'alliance avec la paysannerie, d'une part parce qu'il ne pense pas que la bourgeoisie urbaine soit capable d'initiative historique et parce que la paysannerie constitue une masse de manœuvre infiniment plus grande. Là encore, les événements lui donneront raison: le soutien des bolcheviks à l'expropriation immédiate des grands domaines sans indemnités fournira au régime son principal soutien pendant la guerre civile. Archinov n'a donc pas tort de dire que "l'anarchisme révolutionnaire fut le seul courant politico-social à prôner l'idée d'une révolution sociale auprès des ouvriers et des paysans, tant durant la révolution de 1905 que dès les premiers jours de la révolution de 1917".

Avec la guerre, la Russie connaît une première période pendant laquelle la production industrielle, en particulier l'industrie lourde, s'accroît, et la concentration des entreprises et le contrôle de l'Etat se renforcent. Cependant, la Russie, alliée de la France et de l'Angleterre, était coupée de ces pays par l'Allemagne, et le déclin des

importations de machines et de ressources diverses allaient ralentir l'expansion industrielle. L'économie et l'Etat russes avaient montré leur incapacité à faire face à la guerre moderne. Le manque de main-d'œuvre et d'outillage à la campagne provoquèrent une famine pendant l'hiver de 1916-1917. Au contraire des gouvernements occidentaux, le gouvernement russe fut incapable d'organiser la pénurie. Après la chute du tsar, quatre gouvernements provisoires se succédèrent sans que la situation ne change. La bourgeoisie, les couches gouvernantes étaient impuissantes, désunies, indécises. La classe ouvrière, les paysans, les soldats, eux, étaient unis par un même désir: finir la guerre. Cette contradiction rendait la situation explosive.

LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER

L'historien monarchiste constitutionnel P.N. Milioukov raconte dans son Histoire de la seconde révolution russe qu'un coup d'Etat était en préparation dans les cercles politiques des membres de la Douma. Des signes inquiétants apparaissaient, montrant l'épuisement du pays, et précurseurs de son prochain effondrement : désorganisation des transports, du ravitaillement, arrêt des industries de guerre, diminution rapide du nombre des hauts fourneaux, baisse de la production de charbon, nombre énorme de désertions, grèves. Milioukov déclare donc que "la majorité [de la Douma] se rendit compte que les événements allaient prendre un tour violent, et cela en dehors de la Douma d'Empire ; elle se prépara à diriger la révolution faite par en haut plutôt que par en bas." Malheureusement pour Milioukov, la révolution populaire, en février 1917, gagna de vitesse les plans des conspirateurs. Les politiciens tentèrent alors de la récupérer et de prendre la tête du mouvement. L'absolutisme était renversé, mais les objectifs des masses populaires et des politiciens bourgeois n'étaient pas les mêmes. La population voulait mettre fin à la guerre, abattre le tsarisme. Les politiciens voulaient continuer la guerre plus efficacement et sauver la dynastie. Lorsque la guerre éclate, en 1914, le parti social-démocrate russe, toutes tendances confondues, refuse de voter les crédits de guerre au parlement et les députés quittent la séance. Cependant, si l'aile gauche du parti menchevik reste résolument internationaliste, il existe une aile droite "défensiste". La plupart des socialistes-révolutionnaires se rallient à l'effort de guerre sauf une petite fraction de gauche. La force des choses allait rapprocher les tendances de gauche des mencheviks, des socialistes-révolutionnaires et les bolcheviks qui, cependant, n'étaient pas unis sur les problèmes de politique générale.

Le parti bolchevik n'était pas encore le parti monolithique qu'il est devenu par la suite. En septembre 1914 il était inorganisé et exposé à la répression policière, sans que cela empêche la discorde d'aller bon train chez les dirigeants, pour la plupart en exil. Trotski quant à lui, maintenait une position centriste, se situant plus à gauche que les mencheviks mais se refusant à rompre avec les défensistes, et poursuivait ses efforts d'unification de tous les sociaux-démocrates russes, ce qui lui valut quelques invectives de la part de Lénine : "Quel pourceau ce Trotski : des expressions de gauche, mais un bloc avec les droites contre les buts des gauches." (Lettre à Kollontai, 17 février 1917.) Les trois années qui suivent la déclaration de guerre sont passées en polémiques, disputes et controverses entre partis socialistes sur les problèmes de politique générale. Lénine arrive à la conclusion que les partis révolutionnaires doivent quitter la IIe internationale et fonder la IIIe. En septembre 1915 a lieu à Zimmerwald une conférence internationale des groupes socialistes européens d'opposition. La gauche de la conférence adopte une motion appelant les ouvriers à lutter pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Un appel fut publié pour inciter les travailleurs à combattre leurs propres gouvernements capitalistes et à s'emparer du « pouvoir politique nécessaire à l'instauration de la société socialiste ». En avril 1916 eut lieu une autre conférence, à Kienthal, où les participants avaient évolué sur des positions plus radicales.

L'INSURRECTION DE JUILLET

Le 16 (29) juin, Kerenski, ministre de la guerre, lance « aux officiers et soldats de l'armée russe » un appel dans lequel il demande de déclencher une offensive. Le 1er juillet l'ordre de l'assaut général est lancé sur le front de Gallicie, qui devait tourner à la catastrophe le 19. Fin d'une politique socialiste efficace en Russie. Après cela, le gouvernement se survit à lui-même. Il n'a plus de moyens d'action ni sur les alliés, si sur les Allemands.

La Russie est absente sur la scène internationale. Le gouvernement se maintient de façon précaire au Palais d'Hiver. Le 16 juillet 1917, l'anarchiste Bleikhman appelle, au meeting du 1er régiment de mitrailleurs, à "saisir tout le pouvoir, la terre, les usines, les fabriques, les habitations..." et à renverser le gouvernement bourgeois, alors que les bolcheviks, qui prêchent la modération, se font huer. Plus tard dans la journée, le 1er régiment de mitrailleurs donnera le signal du soulèvement de juillet, lors duquel des milliers d'ouvriers, de marins et de soldats manifestèrent pour exiger que le soviét

prenne le pouvoir. Octobre n'aurait sans doute jamais eu lieu sans ces journées de Juillet, car elles révélèrent la faiblesse du soutien populaire à Kerenski. A cette époque, entre février et octobre 1917, Lénine avait écrit dix articles contre l'anarchisme. Il conseille alors de prendre le pouvoir sans attendre la tenue du IIe congrès des soviets, sinon, dit-il "la vague de l'anarchisme présente peut devenir plus forte que nous".

Dès le début, les marins de Kronstadt s'étaient opposés à l'offensive militaire du gouvernement. Le comité central bolchevik évalue mal la volonté de lutte des travailleurs. Il lance le 15 juillet un appel reproduit dans la Pravda pour arrêter la manifestation prévue pour le lendemain. Les ouvriers et soldats décident néanmoins de manifester. La Pravda paraît avec une page blanche. Le 16 et le 17 juillet une énorme manifestation défile dans les rues, qui tourne en insurrection. Les marins de Kronstadt débarquent à Pétrograd et une colonne de 20 000 hommes se rend au Palais de Tauride, siège du soviet. Trotski parvient difficilement à calmer les manifestants. L'anarchiste Anatole Gorelik raconte : "Du 3 au 5 juillet [16-19 juillet] les marins de Kronstadt, entraînés par les anarchistes et les militants de base du parti bolchevik, manifestaient à Pétrograd. Les Kronstadiens furent désarmés et les organisation anarchistes et bolcheviques pourchassées. Cela rapprocha encore davantage les anarchistes et les bolcheviks⁸."

Le même jour le 176e régiment d'infanterie, acquis aux bolcheviks, quitte son cantonnement pour voler au secours de la révolution. Les dirigeants bolcheviks sont introuvables, les soldats se trouvent sans instructions. Un dirigeant menchevik trouve le prétexte de la protection du siège du soviet pour les occuper. Le deuxième assaut de la journée est ainsi envoyé sur une voie de garage. Le troisième assaut a lieu le soir. Une énorme foule, composée surtout d'ouvriers de l'usine Poutilov, se présente devant le siège du soviet. Un important groupe se rue dans la salle. Un ouvrier fait une violente adresse à l'assemblée :

"Vous n'êtes ici que pour discuter sans fin et pour pactiser avec la bourgeoisie et les propriétaires fonciers!" "Nous sommes trente mille décidés à imposer notre volonté ! Nos fusils sont chargés."

La président de la séance écoute calmement, puis tend à l'orateur un texte par lequel le soviet demande aux ouvriers de rentrer tranquillement chez eux. Dérouté, l'homme quitte la tribune et sort, suivi de ses camarades. L'insurrection de juillet se

⁸ Cité par Alexandre Skirda, Les anarchistes dans la révolution russe, p. 62. 1973, La tête de feuilles.

termina lamentablement faute de coordination entre les manifestants. Soukhanov fit remarquer par la suite qu'il aurait suffi d'un groupe d'une dizaine d'hommes pour arrêter le gouvernement provisoire au complet. Il n'y avait aux portes du palais qu'une demi-douzaine de gardes. Le 19 juillet, le gouvernement provisoire ordonne l'arrestation de Lénine et de six autres dirigeants bolcheviks, sous l'inculpation d'incitation à la rébellion armée avec appui financier de l'ennemi.

Lorsque l'ordre d'arrestation fut connu, Lénine déclara: "Ils vont nous fusiller, l'occasion est trop belle." Le parti passe dans la clandestinité. Le slogan "Tout le pouvoir aux soviets", valable en mars et avril, devient ambigu en juillet et août. Les partis majoritaires aux soviets se refusent à prendre le pouvoir. De plus, les soviets sont maintenant entachés de réaction car celui de Pétrograd avait appuyé les mesures de représailles contre les bolcheviks. Le pouvoir doit désormais appartenir aux masses révolutionnaires elles-mêmes, c'est-à-dire au parti qui en est l'incarnation.

Les anarchistes, très actifs pendant les journées de juillet, subissent une très lourde répression. "Ils avaient été durement frappés par la répression au lendemain des journées de Juillet, et aucun parti politique n'avait fait un seul geste de solidarité envers les détenus anarchistes", dit Marc Ferro⁹

En août a lieu le VI^e congrès du parti bolchevik. Lénine absent, c'est Staline qui est chargé d'exposer les nouvelles orientations. Il déclare à cette époque :

Nous ne pouvons pas laisser le pouvoir à des soviets qui s'allient à des contre-révolutionnaires. (...) Depuis que la révolution a pris un aspect socialiste, les petits-bourgeois sont devenus contre-révolutionnaires ; donc le mot d'ordre "Tout le pouvoir aux soviets" est périmé.

Mais personne n'indique quels sont les organes de gouvernement qui doivent prendre leur place. Le parti bolchevik perd du terrain. Des orateurs sont malmenés par les ouvriers. Des cellules disparaissent. Les démissions affluent. Le 21 juillet Kerenski est nommé Premier ministre. Trotski et d'autres dirigeants bolcheviks sont arrêtés mais le gouvernement provisoire n'ose pas s'attaquer aux militants, qui continuent leur travail d'agitation dans les usines et les casernes, Le parti compte maintenant 200 000 membres, il est de loin celui qui a le plus d'influence dans la classe ouvrière.

L'intérêt bien compris des bourgeois du gouvernement provisoire aurait été de se rapprocher des socialistes pour isoler les bolcheviks. Pour couper l'herbe sous le pied

⁹ Marc Ferro, La révolution de 1917, tome 2, p. 343

des révolutionnaires ils auraient dû résoudre les questions clé de la réforme agraire et de la fin de la guerre. Cependant, les représentants de la bourgeoisie russe ne voulaient pas entendre parler de cela. Ils remettaient toute la discussion sur ces problèmes à la convocation de l'Assemblée constituante. Ils voulaient faire la guerre avec des déserteurs, et mettre fin à la ruée des paysans sur les grands domaines en invoquant le droit constitutionnel à venir.

BREST-LITOVSK

L'évolution des positions des bolcheviks par rapport à la guerre suit de près l'évolution de leurs positions par rapport au pouvoir. En octobre 1915 Lénine écrivait dans un article qu'en cas de victoire de la révolution en Russie, le gouvernement prolétarien offrirait la paix à tous les belligérants à condition qu'ils libèrent les peuples colonisés. En cas de refus, il faudrait entreprendre une guerre révolutionnaire et appeler à la révolte le prolétariat d'Europe et les peuples opprimés d'Asie. A la veille de son arrivée à Pétrograd, Lénine reprend cette conception. A la conférence du parti bolchevik de mai 1917 il « renouvelle les protestations contre les basses calomnies que les capitalistes répandent sur notre parti en l'accusant de préconiser la conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne ». La première rédaction du texte reprenait les idées de Lénine d'octobre 1915 sur la guerre révolutionnaire si les puissances occidentales refusaient l'offre de « paix démocratique ». Dans le texte final, ce passage a disparu.

Pendant plusieurs mois, les bolcheviks continuent de prêcher "pas de paix séparée, une paix juste et démocratique". Zinoviev écrit à ce moment-là: "Les mêmes délégués venant du front qui mènent maintenant une campagne contre la guerre insistent carrément auprès de nos camarades pour qu'ils ne parlent pas de guerre révolutionnaire de peur de mécontenter les soldats." La chair à canon du front n'envisage donc pas avec enthousiasme la guerre révolutionnaire préconisée par les stratèges révolutionnaires de l'arrière. En novembre 1917 deux millions de soldats ont déserté. L'immense majorité d'entre eux ne pensent qu'à rentrer chez eux. Les bolcheviks ne disposent que de 30 à 50 000 soldats décidés à les soutenir. Pour le reste les unités qui avaient conservé la volonté de se battre étaient hostiles aux bolcheviks. Il était clair qu'à ce moment-là la guerre révolutionnaire était une vue de l'esprit. Selon Voline, l'interprétation faite par les anarchistes du slogan "Paix immédiate" signifiait "une action directe de vaste envergure exercée par les masses armées elles-mêmes, par-dessus la tête des gouvernants, des politiciens, des commandants, des généraux, etc. D'après les

anarchistes, ces masses devaient quitter le front et rentrer dans le pays, en proclamant hautement à travers le monde leur refus de se battre stupidement pour les intérêts des capitalistes, leur dégoût de cette boucherie inutile. Les anarchistes étaient d'avis que, précisément, un tel geste – franc, intègre, décisif – aurait produit un effet foudroyant sur les soldats des autres pays et pouvait amener, en fin de compte, la fin de la guerre, peut-être même sa transformation en une révolution mondiale. Les bolcheviks, politiciens et étatistes, songeaient, eux, à une paix par la voie diplomatique et politique, en résultat de pourparlers avec les généraux allemands”¹⁰

Aussitôt après la prise du pouvoir, Lénine déclare au soviet de Pétrograd, le 25 octobre : “Le nouveau régime fera tout son possible mais nous n’affirmons pas que l’on puisse mettre fin à la guerre simplement en piquant les baïonnettes dans la terre (...) Nous ne précisons pas si nous concluons la paix aujourd’hui ou demain.” Ce passage fut omis dans le compte rendu des journaux bolcheviks. Le lendemain, au IIe congrès pan-russe des soviets, est adoptée une déclaration de paix qui propose à tous les belligérants “une paix immédiate, juste et démocratique sans annexion ni indemnités”. Le gouvernement déclare nuls les traités secrets signés par les précédents gouvernements et affirme sa volonté de ne signer que des traités publics et négociés au grand jour. Dans l’optique du parti bolchevik, les proclamations révolutionnaires s’adressent aux gouvernements mais surtout aux peuples des nations belligérantes. D’une part on appelle explicitement les peuples à se soulever contre leurs gouvernements, de l’autre on demande à s’asseoir avec ces gouvernements autour de la table des négociations.

La Russie est épuisée par la guerre, mais une minorité du parti bolchevik, Lénine en tête, va s’efforcer d’assombrir encore la situation pour justifier la signature rapide d’un armistice. Jusqu’alors, le parti bolchevik avait axé sa stratégie de prise de pouvoir sur un certain nombre de slogans clés parmi lesquels se trouvait celui de paix immédiate sans annexions ni indemnités. Il est vrai que ce slogan s’assortissait de celui de la transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. Les paysans en uniforme qui se trouvaient sur le front avaient quelque peu tendance à ne pas entendre la seconde partie du slogan. Les anciens alliés de la Russie étaient parfaitement conscients que celle-ci était incapable de poursuivre la guerre, mais ils étaient très enclins à prêter à la propagande pacifiste des bolcheviks un pouvoir de persuasion qu’elle n’avait pas,

¹⁰ Les révolutions russes, p. 44 ; éd. ACDL, BP 4171, 06303 Nice Cedex 4.

incapables qu'ils étaient d'envisager que les masses puissent se mettre en mouvement, même pour désertre, autrement que dirigées par des chefs.

Un observateur américain dira très justement que si la propagande bolchevique était certes pressante et efficace, "elle faisait un peu penser à cet homme qui souffle de toutes ses forces dans la même direction qu'une violente tempête". Le parti suivait les masses. Au sein du parti, Lénine est isolé. Personne ne croyait à la possibilité d'une victoire révolutionnaire en Russie sans l'extension de la révolution au reste de l'Europe. Les militants avaient tous en tête les appels de Lénine sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. Pour la plupart des dirigeants bolcheviks, signer une paix avec les impérialistes allemands correspondait à l'abandon du mot d'ordre de guerre révolutionnaire et à une trahison du prolétariat allemand. Signer une paix séparée avec l'Allemagne, c'était livrer le prolétariat allemand à ses bouchers. Une partie des dirigeants bolcheviks préconisait la rupture des pourparlers et la levée en masse du peuple russe pour la défense de la révolution. La gauche du parti pensait que la signature de la paix ternirait l'image de la révolution en la compromettant dans des marchandages diplomatiques qui avaient été dénoncés par ces mêmes bolcheviks.

L'attitude de Trotski était plus nuancée. Il partageait le souci de ne pas compromettre l'image de la révolution aux yeux du prolétariat européen mais pensait que la Russie ne pouvait pas courir le risque d'une guerre révolutionnaire. Sa position était : arrêt de la guerre et démobilisation, sans signer la paix. Si l'Allemagne rompait l'armistice et envahissait la Russie, on pourrait toujours signer sous la force. Les apparences auraient été sauvées. La majorité du parti se rallia à ce tour de passe-passe. Les alliés, pas plus que les fonctionnaires de l'ancien régime, ne prennent les bolcheviks au sérieux. Lorsque Trotski, sa nomination en poche, se rendit au ministère des affaires étrangères, il n'y trouva personne. Il dut battre la campagne pour ramener les fonctionnaires à leur poste et ce n'est que sous la menace peu diplomatique du poteau d'exécution que ces braves gens acceptèrent de lui livrer les archives de l'ancien ministère.

Krylenko, bolchevik et ancien lieutenant, fut nommé commandant en chef des armées. Le 14 novembre les Allemands acceptent de négocier un armistice. Krylenko donne l'ordre de cesser le feu et appelle à la fraternisation des fronts. Une proclamation est faite dans laquelle le gouvernement soviétique demande à la France et à l'Angleterre de se joindre aux pourparlers de paix. Le 17 novembre un cessez-le-feu immédiat est proposé au commandement allemand. Trotski envoie un message officiel aux

ambassadeurs alliés leur demandant de considérer le décret de paix comme une proposition officielle pour l'ouverture immédiate de pourparlers. Les ambassadeurs alliés décident d'ignorer cette proposition: le régime soviétique est illégitime, et d'ailleurs il ne tardera pas à être renversé. Le seul ambassadeur – celui de Belgique – qui se présenta à l'invitation de Trotski repartit convaincu que ce dernier était une sorte de fou, doux rêveur idéologue et qu'il ne fallait pas le prendre au sérieux.

Ayant mis la main sur les traités secrets et sur la correspondance diplomatique de l'ancien régime, le gouvernement bolchevik les publia. L'ensemble du corps diplomatique, horrifié d'un tel manque de savoir-faire, ne fut que raffermi dans son opinion sur les bolcheviks: c'étaient des sauvages. Les gouvernements alliés décidèrent de n'établir de relations officielles qu'avec le haut-commandement de l'armée russe, ce qui équivalait à l'élever au rang d'un gouvernement rival du gouvernement soviétique. Trotski menaça de faire arrêter tous les diplomates alliés qui essaieraient de quitter Pétrograd pour rejoindre le haut-commandement. Trotski va négocier avec les impérialistes allemands en assumant le rôle d'un accusateur. Il dit dans un rapport au soviétique : “Vous pouvez être sûrs que l'accusateur, en la personne de la délégation révolutionnaire russe, ne sera pas en dessous de sa tâche et qu'elle prononcera au moment voulu son réquisitoire contre la diplomatie de tous les impérialismes.”

La tactique employée par Trotski consiste à s'adresser aux masses européennes par-dessus la tête des diplomates. Ces appels révolutionnaires avaient un but avoué de propagande, tout en étant parfaitement irrecevables par les négociateurs allemands. Ainsi Trotski ordonna à la délégation soviétique de ne signer de trêve que si les puissances centrales s'engageaient à ne pas transporter de troupes du front russe sur le front Ouest, et si les soviets se voyaient autorisés à faire de la propagande révolutionnaire parmi les troupes allemandes et autrichiennes. Evidemment, les Allemands refusèrent. Trotski, qui n'était pas tout à fait idiot, ne pensait d'ailleurs pas qu'ils accepteraient. Il pensait seulement révéler aux masses populaires européennes en général et allemandes en particulier l'antidémocratie du gouvernement allemand, ce dont lesdites masses populaires n'avaient probablement pas attendu Trotski pour être convaincues.

Les proclamations enflammées de la délégation soviétique cachaient mal l'état réel du rapport des forces. Le chef de la délégation allemande résuma parfaitement la situation :

“La délégation russe s’exprime comme un vainqueur qui occuperait notre territoire et qui serait en posture de nous dicter ses conditions. Je tiens à faire remarquer que c’est exactement le contraire...”

Les conditions imposées par l’Allemagne sont exorbitantes. La Russie se voit enlever dix-huit provinces. “Les conditions qu’on nous impose sont détestables, c’est vrai, dit alors Lénine, mais si la guerre reprend nous serons balayés et un autre gouvernement prendra notre place. Il nous faut du temps pour nous incruste au pouvoir et pour cela il est nécessaire d’avoir les mains libres.” Le 22 novembre les négociations reprennent. La délégation russe insiste sur l’application du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, “en organisant des référendums pour toutes les nationalités qui ne jouissaient pas de l’indépendance avant la guerre”. C’était la clause minimale qui pouvait justifier le caractère “démocratique” du traité. L’Allemagne accepte à condition que tous les belligérants s’engagent à en faire autant. Un député avait déclaré au Landtag de Prusse : “Si les Anglais acceptent de faire un référendum aux Indes, nous en ferons autant à Van et à Grodus. S’ils autorisent l’Egypte et l’Irlande à choisir leur nationalité, nous en ferons de même pour les provinces baltes.”

C’est une interprétation tout à fait libre des positions allemandes qui parut dans les journaux russes le 27 décembre, et qui fut présentée comme une victoire diplomatique des bolcheviks. On apprenait en effet que les puissances centrales acceptaient le principe d’une paix sans annexions et que l’Allemagne, ainsi que ses alliés, n’envisageaient pour elle-même aucun agrandissement territorial et entendaient respecter l’indépendance politique de toutes les nations. Il aura suffi de quelques semaines au gouvernement bolchevik pour qu’il instaure le mensonge comme méthode de gouvernement. A la fin du mois de décembre, l’Allemagne fait connaître ses conditions : détachement des pays Baltes, indépendance de la Pologne sous contrôle allemand, indépendance de l’Ukraine sous contrôle allemand. Au comité central, la majorité des bolcheviks était hostile à cette paix désastreuse. Lénine met les choses au point : “Notre formule d’une paix populaire était faite pour soulever les masses contre les gouvernements capitalistes et militaristes. Voulez-vous donc que ce soit nous qui succombions et que les gouvernements capitalistes doivent leur victoire à notre formule révolutionnaire ?”

Désormais Lénine refuse de “jouer le sort de la révolution socialiste (...) sur le sort d’une révolution allemande”. Le 27 janvier un ultimatum de trois semaines est envoyé au gouvernement soviétique, qui le rejette. Le 18 février les Allemands

traversent le front et parviennent tranquillement aux portes de Pétrograd. Le gouvernement soviétique accepte alors la signature de la paix et proclame la patrie en danger. Les Allemands s'arrogent la Pologne, la Lituanie, une partie de la Russie blanche. Les soviétiques doivent reconnaître l'indépendance de l'Ukraine, de la Finlande, des pays Baltes, et doivent verser une indemnité de six milliards de marks-or. La Russie perd 27 % de son sol cultivable, un tiers de ses récoltes, 26 % de sa population, 75 % de ses charbonnages et de ses mines de fer, 26 % de son réseau ferroviaire, le tiers de son industrie. La région la plus riche en céréales est soustraite au contrôle soviétique, ainsi que les centres sidérurgiques d'Ukraine, le charbon, le pétrole de Bakou. Les communistes ne contrôlent plus que la région correspondant à la principauté russe du Moyen Age, une région qui n'est pas viable économiquement.

Le traité est signé le 3 mars 1918. Le VIIe congrès du parti – qui s'appelle désormais parti communiste, ratifie la paix. Une semaine après, le IVe congrès des soviets en fait autant.

LA POSITION DES ANARCHISTES SUR BREST-LITOVSK

Les anarchistes russes s'opposèrent fermement à la signature du traité, rejoints par la gauche internationaliste, composée de socialistes-révolutionnaires de gauche, de mencheviks internationalistes, de communistes de gauche. A Lénine qui disait que l'armée russe n'était plus en état de se battre, les anarchistes répliquaient que l'armée n'était plus une forme adéquate pour défendre la révolution, qui devait s'organiser en détachements de partisans. Anarchistes et anarcho-syndicalistes estimaient que des bandes de partisans pourraient harceler et démoraliser les envahisseurs, qui seraient finalement anéantis tout comme l'avait été l'armée de Napoléon en 1812.

La situation ne présentait que deux solutions possibles, dit Voline:

- a) Abandonner le front ; laisser l'armée allemande s'aventurer dans l'immense pays en pleine révolution ; l'entraîner dans les profondeurs du pays ; l'y isoler, la séparer de sa base d'approvisionnement, lui faire une guerre de partisans, la démoraliser, la décomposer, etc., en défendant la révolution sociale ;
- b) Entrer en pourparlers avec le commandement allemand, lui proposer la paix, traiter et accepter celle-ci quelle qu'elle fût¹¹

Le journal anarcho-syndicaliste Golos Trouda écrit le 24 février 1918 : “Dès le début nous étions contre les “pourparlers de paix”. Nous nous dresserons aujourd'hui contre la signature du traité. Nous sommes pour l'organisation immédiate et active d'une

¹¹ Voline, Les révolutions russes, ACDL, p. 54.

résistance de corps de partisans. Nous estimons que le télégramme du gouvernement demandant la paix doit être annulé; le défi doit être accepté, et le sort de la révolution remis directement, franchement entre les mains des prolétaires du monde entier.” La signature du traité, dit encore l'article, « portera un coup très dur à la révolution en l'infirmant, en la déformant pour longtemps nous en sommes absolument persuadés. » « Nous avons la conviction ferme que l'acceptation de la paix offerte ralentira la révolution, l'abaissera, la rendra pour longtemps débile, anémique, incolore... L'acceptation de la paix fera courber la révolution, la mettra à genoux, lui enlèvera les ailes, l'obligera à ramper...» Archinov ne semblait pas partager le point de vue de certains anarchistes sur les bandes de partisans – en tout cas il ne semblait pas considérer que les actions menées par l'armée insurrectionnelle makhnoviste entraient dans la catégorie « guerre de partisans ». Il déclare dans un texte datant de 1923 que, en cas de révolution, la résistance des exploités et la guerre civile exigeront des travailleurs « de grandes unités militaires et de larges opérations »¹²

Le traité se révéla encore plus désastreux que les anarchistes ne l'avaient supposé. C'était pour eux une capitulation honteuse aux forces de la réaction, une trahison de la révolution mondiale. Lorsque le IV^e congrès des soviets délibéra pour ratifier le traité, les quatorze délégués anarchistes votèrent contre. Le débat sur le traité de Brest-Litovsk marque la rupture entre anarchistes et bolcheviks. Les premiers sont désormais suffisamment désillusionnés par Lénine pour chercher à rompre tout lien, les seconds, au pouvoir, n'ont plus besoin des anarchistes comme troupes d'appoint et vont se débarrasser de ces alliés désormais encombrants, d'autant plus encombrants que leur propagande auprès des masses commençait à être sérieusement entendue. Anticipant la guerre de partisans avec l'Allemagne, les anarchistes avaient formé 50 détachements de gardes noires avec un état-major commun et groupant plusieurs milliers d'hommes. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'attaque simultanée de 26 centres anarchistes à Moscou, le 11 avril 1918, un mois après la signature du traité. Le répit gagné par les bolcheviks à Brest-Litovsk fut de courte durée. Dès l'été 1918 la guerre civile éclate. La plupart des anarchistes soutiennent le gouvernement dans la guerre civile, mais un nombre croissant d'entre eux appellent à se soulever à la fois contre les rouges et les blancs. Les anarchistes de la garde noire de Moscou ont même envisagé de s'emparer de la ville, à l'automne de 1918, mais en ont été dissuadés par leurs

¹² Les problèmes constructifs de la révolution sociale », Cf. Les anarchistes russes et les soviets, Spartacus, p. 206

camarades plus modérés. Ils refuseront de jouer le sort de la révolution et de risquer de la livrer à la réaction. C'est une constante dans toute l'histoire de la révolution russe que les anarchistes ne choisiront jamais la réaction blanche contre les bolcheviks.

En août 1918 la première conférence pan-russe des anarcho-syndicalistes, tenue à Moscou, déclare que la révolution russe est menacée par une triple contre-révolution, celle de l'extérieur, bourgeoise ; celle de l'intérieur ; et celle du parti au pouvoir, "qui est devenu contre-révolutionnaire avec la signature du traité de Brest-Litovsk et la trahison du prolétariat et de la paysannerie de Pologne, de Lituanie, d'Ukraine, de Finlande et d'ailleurs". Ces régions, qui connaissaient en effet une agitation révolutionnaire importante, ont été livrées à la répression des armées allemandes et autrichiennes. C'était particulièrement le cas de l'Ukraine, où l'armée insurrectionnelle makhnoviste a combattu les Autrichiens d'abord, puis les armées blanches, grâce à une tactique redoutablement efficace d'attaques-éclair. Des méthodes identiques auraient pu être employées en Russie même, sur un front très étiré que les armées allemandes et autrichiennes, beaucoup moins mobiles, n'auraient pas pu tenir. Au vu de son efficacité en Ukraine, la guerre de partisans pratiquée par les anarchistes n'était pas une vue de l'esprit. Elle était cependant inacceptable du point de vue des bolcheviks. La guerre de partisans en effet implique un certain nombre de préconditions que les bolcheviks n'étaient pas disposés à accepter : la décentralisation de l'action et une mobilité extrême qui interdit toute centralisation de la décision.

Mais, surtout, elle implique un type de relation entre les combattants et la population, en particulier la population paysanne, qui n'était pas concevable dans l'optique bolchevik. Les makhnovistes avaient exproprié les grands domaines et avaient distribué la terre aux paysans pauvres. Des communes s'étaient organisées, comprenant entre cent et trois cents personnes, fonctionnant sur des bases égalitaires et d'entraide. Des congrès régionaux de paysans et d'ouvriers déterminaient la distribution à chaque commune du bétail, des outils et d'autant de terre que ses membres pouvaient cultiver sans employer de salariés. L'armée makhnoviste n'a jamais connu les terribles problèmes d'approvisionnement qu'a connus l'armée rouge.

APRÈS BREST-LITOVSK

Le conseil des commissaires du peuple avait pris le 31 décembre 1917 une décision de réorganisation de l'armée en une force réduite mais opérationnelle, décision qui n'avait pas eu de début de commencement de réalisation : aucune explication ne

permet d'éclairer les raisons de cette carence. La désorganisation de l'armée et de la marine était décrite de manière très pessimiste par Krylenko mais certains membres du comité exécutif central pensaient que le ton de ses rapports était inspiré par Lénine, précisément. Les experts militaires pensaient au contraire que, en cas d'évacuation de Pétrograd, il serait possible de former des cadres militaires en trois mois. Dans les régions occupées par les Allemands les paysans commençaient à se révolter contre les réquisitions. A Pétrograd, plus de dix mille volontaires se présentèrent à la déclaration de la « patrie en danger ». Les communistes de gauche, opposés à la signature du traité et partisans de la guerre révolutionnaire, avaient avancé des arguments en faveur de leur position, qui n'était pas sans fondement. Ils avaient notamment dit que "les ouvriers et les paysans des régions du Sud, économiquement plus d'aplomb et mieux ravitaillés en ble", étaient contre la paix.

L'argumentation de Lénine, dans un article contre les communistes de gauche, était que "tant que n'a pas éclaté une révolution socialiste internationale, embrassant plusieurs pays, assez forte pour vaincre l'impérialisme international, le premier devoir des socialistes victorieux dans un seul pays (particulièrement arriéré) est de ne pas accepter la bataille contre les géants impérialistes, de s'efforcer de l'éviter, d'attendre que la lutte des impérialistes entre eux les affaiblisse encore plus, qu'elle rapproche encore la révolution dans les autres pays"¹³

Il est surprenant que Lénine, qui avait les références à la Révolution française toujours prêtes à servir, ait oublié la levée en masse de 1792 lors de laquelle la paysannerie française se souleva pour empêcher l'envahisseur de restituer aux nobles les terres qu'elle avait récemment acquises. Heureusement que les révolutionnaires français n'ont pas attendu qu'une révolution internationale éclate pour affronter les puissances européennes qui s'apprêtaient à envahir le pays... Il est également surprenant que Lénine, qui avait constamment l'exemple de la Commune de Paris sous la plume avant la prise du pouvoir, ait tout à coup oublié que celle-ci a commencé comme réaction patriotique contre l'envahisseur.

L'analyse des communistes de gauche était rétrospectivement juste. Ils pensaient que la guerre allait bientôt finir et que c'était une erreur de signer un traité nécessairement défavorable dans ces conditions. Radek, alors membre de l'opposition

¹³ Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises » Œuvres complètes, tome 27, p. 341

(il tournera casaque plus tard), avait déclaré en avril 1918 dans le premier numéro de *Kommunist*, le journal de l'opposition de gauche :

“Si la révolution russe était renversée par la violence de la contre-révolution bourgeoise, elle renaîtra de ses cendres comme un Phénix ; mais si elle perdait son caractère socialiste et décevait ainsi les travailleurs, ce coup aurait des conséquences dix fois plus terribles pour l'avenir de la révolution russe et internationale.”

C'était évidemment une position risquée et audacieuse et Lénine ne manqua pas de critiquer ce « coup de poker » que proposait l'opposition de gauche. Les communistes de gauche, comme les anarchistes, considéraient que la paix séparée était une aide apportée à l'impérialisme et une trahison de la révolution internationale ; Lénine pensait qu'il était nécessaire de « ne pas venir en aide aux impérialistes en leur facilitant la lutte contre le socialisme lorsque celui-ci est encore faible ». Il convient cependant d'ajouter que Lénine semblait craindre par-dessus tout une victoire allemande et une alliance germano-japonaise qui aurait étranglé la Russie. L'issue de la guerre a cependant abouti de toute façon à des interventions étrangères. Lénine et ses proches, qui connaissaient l'histoire de la Russie, savaient que celle-ci était particulièrement avantagée dans une guerre défensive, grâce à l'énorme étendue des territoires, aux difficultés d'approvisionnement des armées d'invasion, et, par-dessus tout, du climat. Mais ils savaient aussi qu'une guerre défensive est impossible à mener sans alliés intérieurs, et que cette éventualité n'était absolument pas envisageable. La guerre révolutionnaire aurait signifié la fin du contrôle absolu des bolcheviks sur l'Etat. Il n'est donc pas du tout exagéré de dire que Lénine a sacrifié la révolution européenne à son maintien au pouvoir.

Après la signature du traité (mars 1918), la Russie ne peut plus fonctionner comme puissance économique. Kamenev et Zinoviev, mais aussi une bonne partie des bolcheviks, avaient estimé que le coup d'Etat avait été prématuré, mais qu'il fallait légitimer le pouvoir en constituant un gouvernement de coalition. Il y avait eu une pression très forte au sein du parti en ce sens.

En janvier, Lénine avait élargi la majorité en incorporant les socialistes-révolutionnaires de gauche. A cette époque, il fallait encore que Lénine ait la majorité dans son parti. La paix de Brest-Litovsk avait été rejetée par les communistes de gauche et les socialistes-révolutionnaires de gauche, mais Lénine avait obtenu une petite majorité au comité central grâce à l'abstention de Trotski. Il avait obtenu également une faible majorité au congrès du parti pour entériner la paix. Au congrès des soviets, il

réussit difficilement à avoir la majorité, mais il ne fut pas suivi. Les socialistes-révolutionnaires de gauche quittèrent le gouvernement de coalition, les communistes de gauche firent campagne contre Lénine. En somme, dans les premiers mois de 1918 le gouvernement ne gouvernait pas dans les campagnes, dans les usines, dans le parti, dans la gauche, et il livrait aux Allemands le tiers du pays. En plus, surviennent des révoltes dans tout le pays : les soldats tchèques prisonniers en Sibérie contrôlent le transsibérien, ce qui soustrait d'énormes territoires, de la Volga à Vladivostok¹⁴ les Blancs dans la Russie du Sud, les KD dans le centre, les socialistes-révolutionnaires en Sibérie occidentale.

Les huit premiers mois du régime voient se développer des forces de désintégration économiques et sociales. Il n'y a plus de marché intérieur. La production industrielle est tombée presque à zéro et ne fournit plus les campagnes en produits manufacturés. L'argent n'a plus aucune valeur. Les paysans refusent de vendre des surplus pour de l'argent avec lequel ils ne peuvent rien acheter. On en revient au troc. Pour approvisionner les villes, le gouvernement organise la réquisition dans les campagnes, ce qui provoque la rupture avec les SR de gauche. Le bilan de cette politique de réquisition sera catastrophique. Les jours du régime semblent comptés. Aucun des problèmes n'a pu être résolu et une opposition armée s'organise partout. Un phénomène unique dans l'histoire se produit : un nivellement sans précédent de la société. Tout ce qui n'est pas paysan ou ouvrier disparaît. Tous les groupes sociaux capables de fournir des cadres à la société disparaissent à la suite du déchaînement des forces de désintégration économique et sociale consécutivement à la guerre.

Certes, les individus ne disparaissent pas – en tout cas ceux qui n'ont pas pris le chemin de l'exil – mais leur fonction sociale disparaît. La Tchèque reçoit comme consigne d'arrêter les gens non sur la base de leurs "crimes", supposés ou réels, mais sur celle de leur seule origine sociale. Par ailleurs des masses importantes de Russes disparaissent des villes, où ils ne peuvent plus vivre à cause du chômage, de la pauvreté, de l'absence d'approvisionnement en nourriture, et retournent à la campagne où ils ont

¹⁴ Les Tchèques en question étaient des soldats de l'armée autrichienne, prisonniers de guerre libérés par la révolution et qui voulaient retourner en Occident pour combattre aux côtés des alliés et obtenir l'indépendance de leur pays. Ils sympathisaient plus avec les bolcheviks qu'avec les Blancs. Ils se soulevèrent parce que les soviets locaux, contrôlés par les bolcheviks, voulaient récupérer leurs armes. Ils se rangèrent en fait du côté de l'Assemblée constituante de Samara, socialiste-révolutionnaire, qui combattait à la fois les bolcheviks et les Blancs. La littérature bolchevik les présente évidemment comme des gardes-blancs au même titre que Wrangel ou Dénikine

des racines : ainsi, la classe ouvrière elle-même, pourtant peu nombreuse, finira presque par disparaître, pour passer de 3 millions en 1917 à 1,2 million en 1920 !

KAUTSKY ET LA TERREUR BOLCHEVIQUE

Si, au tout début, l'idée d'instaurer la terreur ne faisait pas l'unanimité dans le parti bolchevik, il convient de souligner que la terreur avait été dénoncée par d'autres marxistes, et notamment le social-démocrate allemand, Karl Kautsky, dans trois brochures, *La dictature du prolétariat* (1918), *Terrorisme et communisme* (1919) et *De la démocratie à l'esclavage d'Etat* (1921). Pour Kautsky, l'instauration du socialisme dans un pays arriéré est impossible et ne peut que conduire à la catastrophe. Selon Marx on ne peut sauter les étapes nécessaires au développement historique du capitalisme. C'est un retour à l'idéalisme et à l'utopisme des précurseurs du socialisme pour lesquels la seule volonté suffit à transformer la société. Le léninisme est donc une régression du marxisme, c'est du blanquisme. Si les bolcheviks restent fidèles au marxisme ils seront inévitablement évincés du pouvoir ; s'ils se maintiennent à tout prix au pouvoir, ils devront renier leur identité et mettre en place un système totalement étranger aux intérêts du mouvement ouvrier.

L'étatisation de l'économie dans le contexte russe élimine la forme la plus progressive du capitalisme, « celle qui déploie une grande productivité du travail et crée les conditions d'une existence supérieure du peuple. Elle laisse subsister et développer, au contraire, ses formes les plus lourdes et les plus douloureuses ». Le régime qui est mis en place est plus proche du despotisme asiatique étudié par Marx que du socialisme. En effet, Kautsky constate l'apparition de formes économiques extrêmement archaïques telles que le féodalisme et l'esclavage d'Etat. L'agriculture kolkhozienne n'est que « la rechute dans la vieille exploitation par corvée (...), le domaine corvéable étant la propriété, non d'aristocrates de guerre, mais d'aristocrates communistes de guerre civile ».

Selon Kautsky, le prétendu « déperissement de l'Etat » et la prétendue « démocratie directe des conseils ouvriers » ont donné lieu à une nouvelle division de la société entre une classe exploiteuse collective qui contrôle l'Etat, et le prolétariat et la paysannerie.

Très minoritaires, les bolcheviks ne peuvent s'imposer que par la violence. Ils ont été à l'origine d'une contre-révolution thermidorienne, « celle qu'emprunta Napoléon Ier le 18 Brumaire 1799, puis son neveu, le troisième Napoléon, le 2 décembre 1852, et

qui consiste à régner à l'aide de la supériorité d'une organisation centralisée sur la masse inorganisée du peuple..."

En 1921 les effectifs de la Tchéka comprenaient 250 000 hommes. Pendant les quatre premières années de son existence, la Tchéka exécuta 140 000 personnes. "Nous ne faisons pas la guerre contre les personnes en particulier. Nous exterminons la bourgeoisie comme classe. Ne cherchez pas, dans l'enquête, des documents et des preuves sur ce que l'accusé a fait, en actes ou en paroles, contre l'autorité soviétique. La première question que vous devrez lui poser, c'est à quelle classe il appartient, quelles sont son origine, son éducation, son instruction, sa profession ¹⁵"

Latzis avoue lui-même près de un million sept cent mille victimes de la terreur, parmi lesquelles de nombreux ouvriers et paysans.

En juillet 1918, tout ce qui n'est pas bolchevik dans les soviets est supprimé. Fin août tous les partis sont mis hors la loi. On ne peut pas dire que ces dates représentent la fin de la démocratie soviétique car celle-ci a disparu depuis longtemps. Les élections aux soviets et dans les syndicats ont été supprimées, les comités d'usine liquidés. Un Etat à parti unique est créé. Sont déclarés ennemis de classe tous ceux qui s'opposent à l'Etat et au parti. C'est sur cette base que Lénine va définir le socialisme. Jusqu'à présent, le projet bolchevik était de mettre sur pied le capitalisme d'Etat, en attendant la révolution allemande qui briserait l'isolement de la Russie. Le socialisme n'était pas envisageable dans l'immédiat.

Au cours de l'été 1918, on va instaurer le communisme de guerre, l'étatisation générale de la société. Les mesures prises entre avril et décembre 1918 vont définir désormais ce qu'est le socialisme:

- étatisation de l'économie, des rapports sociaux, pouvoir centralisé, Parti unique et Etat-parti.
- planification. Après avoir tout étatisé, il faut faire marcher le tout : on crée un organisme central pour administrer l'économie, c'est le soviet pan-russe de l'économie nationale (BCHX).

¹⁵ Cf. Jacques Baynac, La Terreur sous Lénine, p. 75, Le Sagittaire, 1975. Robespierre disait « Pour punir les ennemis de la patrie, il suffit d'établir leur personnalité. Il ne s'agit pas de les punir, mais de les détruire

Ces décisions ne sont pas le résultat d'une décision idéologique mais d'un choix pratique. Lénine prend pour modèle les économies capitalistes fonctionnant en période de guerre. C'est après coup qu'on trouvera des justifications idéologiques.

A partir de décembre, le système commence à fonctionner, mais on doit faire face à des difficultés terribles, et d'abord la disette. Pour y faire face, on décrète le monopole de la vente et de la distribution des céréales et on instaure la "lutte des classes dans les villages" en formant des comités de pauvres dans les villages et en envoyant des détachements armés en provenance des villes chargés de réquisitionner les vivres : les unités armées d'ouvriers, de gardes rouges confisquaient les quelques surplus de céréales dans les villages avec l'aide de mouchards issus de la paysannerie. Cette politique provoque l'hostilité des paysans et les pousse à faire la grève de la production. A partir de l'été 1918 il n'y a tout simplement plus de surplus.

Lénine finit par abandonner cette politique catastrophique à la fin de 1918.

Désormais, c'est l'alliance révolutionnaire des paysans pauvres et moyens avec le prolétariat qui est prônée : un mélange de réquisitions organisés par des unités d'ouvriers armés et de gardes rouges et de trocs organisés par l'Etat. On tolère le marché noir.

L'Etat n'arrive plus à créer quoi que ce soit et se rabat sur les formes économiques les plus primitives. L'idée de ferme collective n'apparaîtra qu'en 1919 mais là aussi c'est un échec.

Dans l'industrie, le premier décret sur la nationalisation (13 juin 1918) précise que celle-ci doit être faite par l'Etat, non par les soviets locaux ou les comités d'usine locaux. Ce décret n'est pas motivé par les nécessités du communisme de guerre, il est destiné à contrer les positions des comités d'usine. De nombreuses socialisations sauvages apparaissent, dues à la disette : les ouvriers produisent pour le marché local pour pouvoir faire du troc avec les paysans. Il s'agit de parer au plus pressé.

Le 28 juin, décret de nationalisation de toute l'industrie, la guerre civile impose la mobilisation générale. Entre septembre et décembre, toute l'économie est nationalisée. L'agriculture seule est épargnée.

CRÉATION DE L'ARMÉE ROUGE

La révolte de l'armée tchèque en Sibérie avait posé le problème de la réinstauration du service militaire obligatoire, de la peine de mort, de la création de l'armée rouge.

Constituée d'officiers de l'armée impériale contrôlés par des commissaires politiques, l'armée rouge est tout d'abord très inefficace. Le taux de désertion pendant la guerre civile est extraordinaire. Le même phénomène de « vote par les pieds » qui avait miné l'armée tsariste mine maintenant l'armée chargée de défendre la révolution. Mais on arrive à aligner 250 000 hommes, ce qui donne une petite marge supplémentaire par rapport aux Blancs. L'économie de la Russie est entièrement tournée vers la nécessité d'alimenter l'armée, de la fournir en munitions et en uniformes. On assiste ainsi à une militarisation de la société en même temps qu'à son étatisation.

La situation au début de 1919 est catastrophique. Tout au long de l'année 1919 le régime aura à faire face à des soulèvements nationalistes, l'intervention alliée, l'action des blancs.

L'Etat ne domine pas l'agriculture mais l'idée de fermes collectives a été lancée, qui débouchera en fait sur les fermes d'Etat. Tout ce qui n'est pas agriculture a été étatisé. On a baptisé cela socialisme, qui est en fait une forme de militarisation de la société effectuée pendant la guerre civile, qui a duré 18 mois.

A la fin de 1919, la crise est passée ; il restera l'affaire Wrangel, mais ce ne sera qu'un épisode.

Un certain nombre de conditions objectives ont permis à l'Etat de mettre la main sur la totalité de la société:

- l'effondrement économique ;
- la liquidation des classes sociales ; la classe ouvrière, de l'aveu même de Lénine est pratiquement liquidée : le prolétariat industriel a été disloqué, il a cessé d'exister en tant que prolétariat.

- seule la paysannerie garde une existence autonome après 1918.
- il ne reste plus que la bureaucratie de l'Etat.

LA GUERRE CIVILE ET L'INTERVENTION ÉTRANGÈRE

Les années de guerre civile sont souvent mentionnées comme une des causes de la dégénérescence bureaucratique de la révolution, pour les destructions qu'elle a causées, pour l'effort inouï qu'elle a exigé du prolétariat russe et le laminage qu'elle a effectué auprès de l'avant garde de la classe ouvrière. Les destructions et les sacrifices ont effectivement été considérables. Cependant il faut considérer que l'état de délabrement de l'économie n'a pas été provoqué par la guerre civile elle-même : celle-ci

a simplement accéléré un processus commencé déjà bien avant, dès le début de la guerre impérialiste.

Le laminage des effectifs du parti, des militants les plus conscients et expérimentés doit être considérablement relativisé. Non pas qu'il n'ait pas eu lieu, mais il faut garder à l'esprit que les effectifs du parti bolchevik en 1916 sont, selon Pierre Broué, de 6 000¹⁶ ils passent à 15-17 000 en février 1917, à 115 000 en octobre 1917, 250 000 fin 1918 pour atteindre 600 000 fin 1920. Si on peut parler d'un "laminage" de "l'avant-garde", cette "avant-garde" était de toute façon très restreinte. Lorsqu'on lit que dans les années 20 il ne restait que 8 % des militants du début de la révolution, 8 % de 600 000 donnent 48 000, c'est-à-dire trois fois plus que les effectifs du parti en 1917. C'est absurde.

Si la dégénérescence bureaucratique peut être imputée à une insuffisance d'effectifs, la guerre civile n'y est que partiellement responsable, elle n'est en tout cas pas responsable de la faiblesse structurelle des effectifs du parti. Si on peut parler de laminage, c'est plutôt de celui de la classe ouvrière qu'il s'agit. Le prolétariat industriel en 1917 était de 3 millions ; il tombe à 2,5 millions en 1918, 1,48 million en 1920 et 1,24 million en 1921 (selon Carr). En octobre 1921, Lénine déclare que le prolétariat « a cessé d'exister en tant que prolétariat », « le prolétariat a disparu »¹⁷

Mais en même temps, il y a 5 millions de fonctionnaires ! En 1922 Boukharine ira dans le même sens en disant que "la ruine économique, le déclin de la production s'accompagnent indéniablement du déclin de la saine psychologie prolétarienne, ce qui, en faisant tomber le prolétariat au niveau d'une foule en haillons et en transformant des éléments ouvriers de valeur, avec une tradition d'activité productive, en éléments déclassés, crée une situation qui favorise plus ou moins les tendances anarchistes". La situation semblait suffisamment grave pour que Boukharine soit chargé de rédiger un article contre l'anarchisme¹⁸

Face à l'armée rouge, les effectifs étaient bien inférieurs, et répartis sur quatre fronts, le front d'Estonie, le front du Nord, le front de Sibérie occidentale avec Koltchak, et le front du Sud avec Dénikine. Les Blancs n'étaient pas mieux équipés que l'armée rouge. Au printemps de 1919 Koltchak avance par l'Oural jusqu'à la Volga.

¹⁶ du parti bolchevik, éd. de Minuit, p. 43.

¹⁷ Rapport au congrès des services d'éducation politique, 17 octobre 1921, Œuvres complètes, tome 33, p. 59

¹⁸ Anarchy and scientific communism », 1992, in The Poverty of Statism, A Debate Bukharin, Fabbri, Rocker, Cienfuegos Press, Over-the-Water, Sanday, KW17 2BL, Grande-Bretagne.

La paysannerie des arrières de Koltchak se révolte, craignant une restauration des propriétaires. L'armée rouge jette toutes ses forces sur lui et le bat. A l'automne, les bolcheviks doivent faire face à deux fronts à la fois, Dénikine au Sud et Youdénitch sur le front de la Baltique. Dénikine, qui marche sur Moscou, est battu grâce à l'intervention de l'armée makhnoviste ; les premières nouvelles de cette défaite provoquent sur ses arrières la même réaction qu'avec Koltchak : révolte des paysans. Youdénitch venu d'Estonie, est battu devant Pétersbourg en octobre-novembre.

La guerre civile fut une épreuve terrible pour la population russe dans son ensemble, et le régime soviétique fut plusieurs fois à deux doigts de s'effondrer. Les armées blanches ont failli prendre Moscou ; elles sont arrivées dans les faubourgs de Pétrograd. Au pire moment, elles ont occupé près de dix millions de kilomètres carrés, soit plus de la moitié de la Russie de l'époque. Mais c'est là aussi l'une des raisons de l'échec des offensives blanches : l'occupation d'un territoire beaucoup trop étendu relativement aux effectifs disponibles. A la fin de septembre 1919 les armées blanches du Sud occupaient un territoire deux fois grand comme la France. A l'Est, en Sibérie, elles occupaient 75 % d'un territoire de 12,5 millions de kilomètres carrés. Dans de telles conditions, les armées blanches se trouvaient confrontées à un grave problème de transports, accentué par l'étirement incroyable du réseau ferré, dont les travailleurs étaient pour l'essentiel acquis à la révolution.

La guerre civile était devenue une activité très lucrative pour beaucoup de gens, militaires et fonctionnaires civils. De nombreux transports, prioritaires par rapport aux convois de munitions ou de soldats allant vers le front, étaient chargés de « prises de guerre » qui partaient vers l'arrière. Très fréquent dans le Sud, la chose était généralisée à l'Est, en Sibérie, où soldats tchèques et fonctionnaires civils se livraient à un marché noir frénétique. Des officiers gonflaient substantiellement les effectifs de leurs troupes et empochaient les

soldes et allocations d'effectifs n'existant que sur le papier ; d'autres avaient même inventé de toutes pièces des unités.

Le dirigeants blancs avaient tous des opinions unitaires en matière de politique russe, mais ils se trouvaient dans les franges extérieures de l'empire où se trouvaient de nombreux éléments fortement séparatistes, avec lesquels ils devaient collaborer. C'était particulièrement le cas en Ukraine, mais aussi dans le Caucase. Il en est résulté de nombreux problèmes, aussi bien politiques que militaires, les cosaques par exemple

refusant souvent d'opérer sur un territoire qui n'était pas le leur. De tels problèmes ont grandement handicapé l'efficacité de l'action des armées blanches.

Les généraux blancs envisageaient leur action d'un strict point de vue militaire et ont été incapables de mettre sur pied une politique cohérente. Le seul point commun de leur « programme » était l'unité de la Grande Russie, ce qui n'enchantait pas particulièrement les séparatistes. La paysannerie craignait que les Blancs restituent aux anciens grands propriétaires les terres qu'ils avaient récemment acquises. Face à cela, les généraux blancs se sont contentés de publier occasionnellement des proclamations extrêmement vagues. S'ils avaient compris que le problème agraire était le problème crucial du moment, ils n'ont jamais défini une politique précise et crédible dans ce domaine – et pour cause. Koltchak avait fait une proclamation, reprise par Dénikine, dans laquelle il était question simplement de « laisser provisoirement les terres à ceux qui les cultivent – ceci jusqu'à la décision d'une assemblée future qui s'occupera d'un partage équitable ». Il est certain qu'un tel discours ne pouvait pas satisfaire les paysans, alors que les mots d'ordre des bolcheviks accordaient sans ambiguïté la terre aux paysans sans indemnités. Ajoutons que la proclamation de Koltchak ne satisfaisait pas non plus les anciens grands propriétaires... Wrangel semblait plus conscient du problème politique et y consacra un peu plus d'attention, mais guère.

Contrairement à l'idée reçue, les chefs blancs n'étaient pas tous des partisans fanatiques de la monarchie absolue ; ils étaient dans l'ensemble, sur le plan politique, des libéraux, sauf Wrangel qui était vraisemblablement monarchiste, et avaient accepté l'idée d'une consultation populaire après le renversement des bolcheviks.

La victoire bolchevique a été rendue possible grâce à plusieurs facteurs.

- les bolcheviks occupaient le point central attaqué de plusieurs endroits différents. Ils bénéficiaient d'un réseau ferré et routier permettant d'amener rapidement des troupes sur le front. Les blancs au contraire se battaient dans une position périphérique.
- les Blancs étaient dispersés sur quatre fronts et n'ont pas attaqué en même temps, alors que les rouges occupaient un noyau central plus facile à défendre.
- les Blancs s'appuyaient sur l'étranger, ce qui provoquait un réflexe nationaliste même chez les Russes qui n'appuyaient pas les bolcheviks.

- les Blancs, basés dans la périphérie où existaient des minorités nationales, ne cachaient pas leur projet d'une Russie une et indivisible, ce qui ne favorisait pas la collaboration avec lesdites nationalités.

A l'origine, les Blancs ont pu avancer rapidement parce que les paysans en avaient assez des réquisitions armées dans les villages. Sans enthousiasme, ils étaient favorables aux Blancs. Mais une fois ceux-ci arrivés, ils se sont aperçus que les Blancs effectuaient eux aussi des réquisitions forcées et qu'ils entendaient rétablir les anciens propriétaires. Les paysans ont donc choisi le moindre mal.

L'intervention des alliés ne fut pas du tout déterminante. Elle fut nulle sur le front Sud, où la garnison française d'Odessa se mutina, et désastreuse pour les Blancs en Sibérie. Les marins de la mer Noire se mutinent pour ne pas avoir à combattre la révolution. A Arkhangelsk, au nord de la Russie, une compagnie du 21e bataillon d'infanterie coloniale refusa, le 15 octobre 1918, de combattre la révolution. Est-ce par conviction politique ou parce que des rumeurs d'armistice couraient ? Probablement un peu des deux. Après la guerre, l'opposition à l'intervention chez ceux qui devaient se faire tuer pour Clemenceau ou Lloyd George grandit encore.

Les quatorze Etats qui ont eu des velléités de dépeçage de la Russie étaient eux-mêmes épuisés par la guerre mondiale qui venait de se terminer : leur classe ouvrière est à bout et hostile à l'intervention contre la révolution russe : mutineries, désertions, grèves, révoltes affaiblissent l'intervention. Si l'armée rouge l'a emporté, c'est en grande partie parce que l'opposition blanche était encore moins bien organisée et équipée. Inaptitude politique, corruption, indiscipline, étirement des lignes de communication furent des handicaps, auxquels il convient d'ajouter la démoralisation.

LA CRÉATION DU PARTI

Le parti communiste se constitue véritablement à cette période. En 1917, le parti gardait une structuration floue. Il n'était pas encore monolithique et sa centralisation était encore relative. Après la crise de 1918 il devint un appareil administratif, hiérarchique et centralisé. Le politbureau n'arrive à jouer un rôle dominant qu'à partir de 1918.

Les effectifs gonflent jusqu'à 250 000 membres fin 1918. A la fin de la guerre civile, fin 1920, il y aura 600 000 membres, pour la plupart anciens contremaîtres, sous-officiers, fonctionnaires de l'ancien régime. Le parti monolithique est une création de la guerre civile.

Le programme des nationalisations est accéléré, mais cela correspond moins à un impératif politique que militaire, car le gouvernement craint que les propriétaires privés de l'industrie ne refusent de travailler pour l'armée. Dans ce processus, les syndicats vont jouer un rôle important. Les « fonctions étatiques » des syndicats, pour reprendre le terme de Lénine, s'étaient déjà considérablement étendues. Les dirigeants de l'appareil syndical sont des personnages puissants disposant d'un pouvoir étendu, mais leurs rapports avec la base sont loin d'être idylliques. Au IIe congrès pan-russe des syndicats (16-25 janvier 1919), un délégué se plaint que “même s'il existe dans la plupart de nos régions des institutions représentant le mouvement syndical, les membres de ces institutions ne sont ni élus, ni ratifiés.” Le même délégué se plaint également que “quand il y a des élections et que les individus élus ne plaisent pas au Conseil central ou aux pouvoirs locaux, les élections sont annulées très facilement et les élus remplacés par d'autres individus, plus dociles” (cité par M. Brinton, op. cit. p. 132.) De telles plaintes sont loin d'être isolées.

Si les comités d'usine ont été complètement liquidés, les syndicats sont sous le contrôle total de l'Etat. Tomski déclare à ce congrès que dès lors que “les syndicats déterminent les salaires et les conditions de travail, les grèves ne peuvent plus être tolérées. Il est nécessaire de mettre les points sur les I”.

Un exécutif est mis en place, investi de l'autorité suprême entre les congrès. Les décrets de cet exécutif sont “obligatoires pour tous les syndicats dans les affaires de leur juridiction et pour chaque membre de ces syndicats”. “La violation des décrets ou le refus de les appliquer de la part de syndicats particuliers seront sanctionnés par leur expulsion de la famille des syndicats prolétariens”. (M. Brinton, p. 134.)

Le VIIIe congrès du parti marque une étape en ce sens que sont, d'une part, clairement confirmées les fonctions “étatiques” des syndicats et, d'autre part, attaqués les “éléments petits-bourgeois” qui “hésitent entre l'ancienne société et la nouvelle”, ce qui est une façon de désigner ceux qui réclament la démocratie ouvrière dans les organisations de classe¹⁹

“Les tâches fondamentales de la dictature du prolétariat en Russie”, projet de programme du PC(b)R, Œuvres complètes, tome 29 p. 110. 40) Rapport d'activité du comité central,, Œuvres complètes, tome 29, p. 156. 41) Œuvres complètes, VIIIe congrès, tome 29, p. 178.)

¹⁹ Rapport d'activité du comité central, VIIIe congrès, Œuvres complètes, tome 29, p. 145. 39

En effet, des critiques de la gauche du parti se font entendre, en particulier contre le centralisme extrême de l'Etat. On trouve l'écho de ces critiques dans le projet de programme du parti rédigé par Lénine, dans lequel celui-ci recommande de "lutter de façon (...) impitoyable contre le soi-disant radicalisme, qui n'est en fait que grossière fatuité, prétendant que les travailleurs sont capables de venir à bout du capitalisme et du régime bourgeois sans apprendre chez les spécialistes bourgeois, sans les utiliser, sans avoir suivi une longue école de travail à leurs cotes". Le VIIIe congrès vit aussi s'accroître l'argumentation en faveur de l'emploi de "spécialistes". Lénine souligne en particulier que "la couche des ouvriers qui ont en fait dirigé le pays durant cette année et appliqué toute la politique, la couche des ouvriers qui ont fait notre force, est incroyablement mince en Russie". L'historien de l'avenir, dit encore Lénine, verra que les forces qui ont dirigé le pays pendant cette période sont infimes : "Infimes, parce que les dirigeants politiques cultivés, instruits et capables étaient rares en Russie." C'est pourquoi il est indispensable de "rechercher les moyens pratiques permettant d'utiliser dans l'industrie et – chose plus importante encore – dans les campagnes des forces toujours nouvelles, à une échelle de masse, de faire participer au travail des Soviets des ouvriers et des paysans situés au niveau du paysan moyen, ou même au-dessous de ce niveau. Sans leur aide, à l'échelle de masse, il nous semble impossible de poursuivre notre activité"

"Certes, la plupart des spécialistes sont pénétrés de la mentalité bourgeoise. Il faut les entourer d'une atmosphère de collaboration fraternelle, de commissaires ouvriers, de cellules communistes ; il faut les placer dans un entourage dont ils ne pourront se dégager. Mais il faut leur ménager de meilleures conditions de travail que sous le capitalisme, car autrement cette couche sociale éduquée par la bourgeoisie ne travaillera pas. Obliger toute une couche sociale à travailler sous le régime de la trique n'est pas possible... (...) Dans cette période de transition, nous devons leur assurer des conditions d'existence aussi bonnes que possible."

RÉSOLUTIONS DU GROUPE ANARCHO-SYNDICALISTE AU II^e CONGRÈS PAN-RUSSE DES TRAVAILLEURS DE L'ALIMENTATION²⁰ SUR LA SITUATION ACTUELLE

Prenant en considération la ligne politique générale de conduite du parti dominant des bolcheviks-communistes, qui aboutit, dans le domaine de la politique intérieure, à une domination totale illimitée et incontrôlée du prolétariat et de la paysannerie, à un centralisme effrayant, poussé jusqu'à l'absurde, après avoir tué dans le pays tout ce qui était vivant et libre, et tout esprit d'initiative autonome ;

Prenant en considération que l'ainsi-dénommée « dictature du prolétariat » est en fait la dictature du parti et même de quelques individus sur le prolétariat, dictature appliquée par les mesures les plus féroces, propres au seul despotisme ; qu'elle a privé le pays de la libre expression, et de la presse; qu'elle a détruit la liberté des organisations politiques des ouvriers et des paysans: les soviets – dont le pouvoir a complètement déformé l'essence, pour en faire les appendices du parti ; que, profitant de la lassitude croissante des masses laborieuses, elle a peu à peu anéanti la fédération des soviets et l'a remplacée par la bureaucratie des comités exécutifs;

Prenant en considération que la politique stupide à l'égard de la paysannerie a amené à une profonde désunion et hostilité entre travailleurs des campagnes et travailleurs des villes; qu'elle a provoqué au sein de la paysannerie la haine envers la ville et la révolution prolétarienne même, rendant ainsi possible une insurrection paysanne, dirigée non seulement contre le pouvoir établi mais aussi contre la Révolution en général et pouvant prendre la forme d'un pogrom général pan-russe. Outre cela, cette même politique a compliqué et rendu plus confuse et plus critique que jamais la question du ravitaillement;

Prenant en considération la ligne générale de la politique économique du Parti, qui se résume à tenter de relever la production par des mesures à caractère militaire (armées de travailleurs, responsabilité militaire du travailleur, etc.) ayant complètement asservi le prolétariat et introduit quelque chose d'encore jamais vu dans l'histoire du servage humain;

Prenant en considération que le travail d'esclavage ou de servage n'a jamais été ni productif ni de bonne qualité, et que seule l'individualité libre, armée de sa conscience et appliquant librement son activité laborieuse, peut donner le maximum de

²⁰ Cf. Les anarchistes dans la révolution russe, La Tête de feuilles, 1973, textes recueillis et traduits par Alexandre Skirda

résultat, tant quantitativement que qualitativement, reconnaît que les mesures prises ne pourront donner aucun résultat, sinon d'aggraver la situation économique déjà suffisamment catastrophique;

Prenant en considération que la politique militaire, fondée sur l'organisation de l'armée rouge, qui repose sur la contrainte, est une politique erronée, nuisible et coûteuse, étant donné, comme la guerre civile l'a démontré, que l'armée rouge en tant que telle ne peut vaincre l'ennemi, qu'elle n'est victorieuse qu'à la condition de la présence de partisans qui désorganisent l'arrière de l'ennemi, que, de plus, elle n'est efficace qu'en automne et en hiver, car à la saison chaude l'armée se désagrège par les désertions massives²¹ ce qui explique alors les défaites ;

Prenant en considération enfin la politique extérieure, qui se ramène à la conclusion de la paix avec les Etats voisins et les pays de l'impérialisme mondial à n'importe quelles conditions, constate que la paix, achetée au prix d'incroyables et pénibles concessions, entraîne à sa suite la pénétration du capitalisme, soit sous l'aspect de concessions, soit sous d'autres formes semblables, et conduit par cela même à la destruction des conquêtes d'Octobre et des possibilités d'édifier la vie sur les principes du Communisme libertaire ; outre cela, la paix avec l'impérialisme met la Russie soviétique dans la position d'un pays colonisé, exploité de façon rapace et impitoyable par l'impérialisme mondial;

Prenant en considération tout ce qui est mentionné plus haut, le IIe congrès des travailleurs de l'alimentation considère comme indispensable d'obtenir ce qui suit:

a) Dans le domaine de la politique intérieure:

1– Restauration d'un ordre non autoritaire de soviets libres; d'une fédération de soviets libres – le communalisme;

2– Rétablissement de toutes les libertés et garanties dues aux travailleurs;

3– Union des paysans en une union paysanne et son union avec le mouvement professionnel des ouvriers des villes, sous la forme d'une confédération générale ou d'un soviet national du travail, de l'économie et de la culture;

4– Formation séparée, au sein de la confédération générale, d'un organisme ouvrier-paysan de ravitaillement, au lieu du Commissariat du peuple au ravitaillement (Narkoprovod);

²¹ Sans doute à cause des travaux des champs

5– Transfert aux mains du prolétariat et de la paysannerie réunis en une Confédération générale, de l'organisation du travail et de l'économie, supprimant tous les sovkhozes et sovnarkhoses bureaucratiques, leurs dirigeants et leurs centres;

6– Suppression du chômage et travail pour tous, sur la base d'un travail libre et non contraignant;

7– Rejet d'une armée à recrutement obligatoire et organisation d'un armement général des travailleurs.

b) Dans le domaine de la politique extérieure:

1– Rejet d'une paix à n'importe quel prix;

2– Rejet inconditionnel du principe de l'accord de concessions aux capitalistes étrangers;

3– Aspiration à une paix sans contributions ni annexions.”

C'est dès 1919-1920 que le parti bolchevik s'interroge sur la bureaucratisation croissante de l'Etat et que les militants remettent en cause son autoritarisme croissant. Au début de 1919 de profondes divergences étaient apparues entre les masses communistes et la direction du parti, le comité central concentrant le pouvoir au sommet, cherchant à étendre son autorité et à empiéter sur les domaines des organismes locaux.

“En fait, dès la fin de 1919, c'était le centre qui détenait toute l'autorité dans l'Etat soviétique. Non seulement les soviets locaux avaient perdu toute importance, mais les comités exécutifs locaux avaient cessé d'être autre chose que des bureaux de fonctionnaires entièrement soumis au centre²².”

Dès mars 1919, à partir du VIII^e congrès du parti, l'Orgbureau dispose du pouvoir de muter et de disperser dans le pays entier ceux qui pouvaient apparaître comme des militants indociles. Au IX^e congrès (29 mars-4 avril 1920) l'Orgbureau obtient le pouvoir d'effectuer les mutations et affectations sans même en référer au Politbureau. Les changements d'affectations provoquaient beaucoup de mécontentement en province. De telles procédures montrent évidemment que les postes de responsabilité dans les organismes locaux du parti n'étaient pas électifs.

La guerre civile est pratiquement terminée. Les masses s'attendent à la fin des sacrifices, mais le IX^e congrès du parti prévoit l'extension de certaines dispositions du communisme de guerre, telles que la mobilisation de la main-d'œuvre, le travail

²² L. Schapiro, Les bolcheviks et l'opposition, p. 218, éd. Les îles d'or, Paris 1958

obligatoire, le rationnement des biens de consommation, les salaires en nature, les réquisitions de produits agricoles. La militarisation du travail et la direction uninominale de l'industrie sont les deux points discutés.

Si dans un premier temps des bataillons non encore démobilisés avaient été employés à des travaux forestiers, on allait bientôt passer à l'organisation des civils en unités militarisées. On peut voir là les prémisses d'une pratique qui deviendra un élément important de l'économie soviétique, le travail forcé. Il ne s'agissait pas seulement d'obliger au travail mais de fixer les travailleurs à un travail, comme les serfs. « On ne peut permettre à la classe ouvrière de se promener à travers toute la Russie, dit Trotski. Il faut dire aux ouvriers où ils doivent être, les déplacer et les diriger, tout comme des soldats. (...) Les "déserteurs" du travail devront être incorporés dans des bataillons disciplinaires, ou mis dans des camps de concentration ».

Trotski préconise des méthodes qui ressemblent terriblement à celles employées aux pires moments de l'accumulation du capital et de la formation du capitalisme industriel en Europe occidentale, et c'est bien de cela qu'il s'agit. Il préconise, comme Lénine, des « salaires stimulants pour les ouvriers efficaces » et se fait l'avocat de « la nécessité d'adopter ce qu'il y a d'essentiellement progressiste dans le taylorisme ». L'école du capitalisme est constamment évoquée par Lénine : « Les ouvriers n'ont pas encore été assez à l'école de la bourgeoisie » déclare-t-il à la même époque dans un discours aux travailleurs des transports fluviaux, le 15 mars 1920, ce qui justifie la direction uninominale.

L'école du capitalisme est une référence lancinante dans les écrits de Lénine et Trotski à cette époque. Le fondement théorique de cette idée est que le développement des forces productives sous le capitalisme et de ses contradictions crée les conditions qui rendent possible l'établissement du socialisme. En d'autres termes, le socialisme est l'aboutissement du développement capitaliste. De là, il n'y a qu'un pas pour déduire que le capitalisme le plus développé, le plus concentré – le capitalisme d'Etat – est presque du socialisme, qu'il suffit que le pouvoir d'Etat soit entre les mains de la classe ouvrière (entendre: entre les mains du parti qui s'autoproclame représentant de la classe ouvrière). C'est d'ailleurs ce que Lénine dit explicitement.

“ ... je m'en réfère à la bourgeoisie : à quelle école irons-nous, si ce n'est la sienne ? Comment s'administrerait-elle ? Elle s'administrerait en tant que classe, du temps où elle avait le pouvoir ; mais ne nommait-elle pas de chefs ? Nous n'avons pas encore atteint leur niveau. Elle savait dominer en tant que classe et administrer par

l'intermédiaire de n'importe qui, individuellement, pour son compte exclusif.” (Discours prononcé à la séance de la fraction communiste du conseil central des syndicats de Russie, 15 mars 1920, Œuvres complètes, tome 36, p. 535.)

On a encore là la transposition par Lénine du prolétariat-classe dominante sur le modèle de la bourgeoisie. Si sous le capitalisme les entreprises ont une direction uninominale sans que cela ne remette en cause la domination de la bourgeoisie en tant que classe, il peut en être de même sous le socialisme, où des dirigeants peuvent diriger au nom de la classe ouvrière, puisque l'Etat est un Etat ouvrier : “La domination de la classe ouvrière est dans la Constitution, dans le régime de propriété et dans le fait que c'est nous [sic] qui mettons les choses en train.” (Ibid.)

Il ne vient pas à l'esprit de Lénine que le socialisme puisse être une rupture complète avec les méthodes capitalistes, non pas dans le sens d'une direction collective, mais dans celui d'une détermination collective des orientations générales – le mode d'organisation des entreprises étant ensuite relativement secondaire.

La résolution du IXe congrès du parti affirme que la direction individuelle « ne limite en aucune façon les droits de la classe ouvrière ou ceux des syndicats, car la classe ouvrière peut exercer son pouvoir de différentes façons, selon les nécessités du moment. C'est la classe dirigeante dans son ensemble [lire : le parti] qui, dans chaque cas, “nomme” tel ou tel individu à tel ou tel poste de direction et d'administration”. Superbe exemple de substitutisme. Dans la même veine, Lénine fait remarquer aux travailleurs fluviaux que la bourgeoisie anglaise est la plus expérimentée : “et ne nous donne-t-elle pas l'exemple du maximum de dictature personnelle, du maximum de célérité dans l'administration, tout en se réservant, en tant que classe, l'intégrité du pouvoir ?” Voyez donc, dit-il : les entreprises capitalistes sont dirigées par un seul homme, cela n'empêche pas la bourgeoisie d'être la classe dominante ! « Est-ce que la question de savoir si c'est un individu ou un groupe d'individus qui doit gouverner, se rattache à la question de classe ?²³”

L'essentiel, selon Lénine, est qui dirige l'Etat. En Russie, c'est le parti communiste au nom de la classe ouvrière. “La direction collective serait celle des ouvriers et la direction personnelle ne serait pas ouvrière. Le seul fait de poser ainsi la question, d'argumenter de la sorte, montre que notre conscience de classe n'est pas

²³ Œuvres complètes, tome 30, 438-445

encore assez claire, et plus encore, que notre conscience de classe est moins claire que celle de MM. les bourgeois.” (Ibid.)

Lénine considère comme acquis que la logique interne des mécanismes du capitalisme vaut pour le socialisme, ce qui justifie l’imitation (“aller à l’école”) du capitalisme. Bakounine avait fait remarquer que la dynamique du passage d’une société de classes à une société sans classes ne saurait être calquée sur celle du passage d’une société de classes à une autre société de classes. Sont oubliées les résolutions du Ier congrès des syndicats, en janvier 1918, selon lesquelles “le contrôle ouvrier doit éliminer l’autocratie dans le domaine économique, comme elle a déjà été éliminée dans le domaine politique”.

Dans une large mesure, cependant, Lénine a parfaitement raison de dire la question de savoir si c’est un individu ou un groupe d’individus qui dirige est une fausse question. La direction collective n’a en elle-même aucune vertu particulière. Le vrai problème, que Lénine ne pose pas, est celui du rapport entre la direction, qu’elle soit ou non individuelle, et les dirigés.

Lénine et Trotski se heurtent à l’opposition du groupe Centralisme démocratique au IXe congrès, représenté par Prébrazjenski, Ossinsky et Saprionov. Chliapnikov réclame la séparation des pouvoirs entre parti, soviets et syndicats. Ossinsky, au nom de Centralisme démocratique, appuie la position de Chliapnikov. Loutovinov, un dirigeant métallurgiste, déclare que “seul le syndicat correspondant peut assumer la responsabilité de diriger un secteur de la production. Et pour l’industrie dans son ensemble, ce ne peut être que le Conseil central pan-russe des syndicats – et il ne peut en être autrement.” Ces positions seront taxées d’ “anarcho-syndicalisme de contrebande” par Krestinsky, dans la Pravda du 12 mars 1920. Loutovinov jouera un rôle important dans la formation de l’Opposition ouvrière la même année.

C’est Ossinsky qui, sans doute, révèle le mieux la nature profonde du véritable conflit à l’intérieur de la direction communiste, entre l’appareil économique du parti, dont la base sociale reste malgré tout attachée à ses racines prolétariennes, et l’appareil politique représentant une classe en formation, la bureaucratie d’Etat. Il y a, dit-il, un “conflit entre deux cultures”, la culture “soviétique-militaire” et la culture “soviétique-civile”.

Il n’est pas question pour Lénine de laisser libre cours à cet anarchosyndicalisme de contrebande. “Le parti communiste russe ne peut en aucun cas se contenter de la direction politique, laissant ainsi la direction de l’économie aux syndicats”, dit-il alors.

C'est un discours d'appareil de pouvoir contre un autre appareil concurrent. Le congrès décida qu'« aucun groupe syndical ne doit intervenir directement dans la gestion industrielle » et que les « comités d'usine doivent se consacrer aux problèmes de la discipline au travail, de la propagande et de l'éducation des ouvriers ». On nomma Radek et Boukharine, prolétaires bien connus, au conseil central pan-russe des syndicats pour représenter la direction du parti et garder un œil sur le Conseil.

Le IXe congrès, enfin, introduisit des modifications importantes dans le fonctionnement interne du parti, en soulevant de vives protestations. Désormais, les comités locaux du parti, qui étaient jusqu'à présent au moins formellement démocratiques, devront être subordonnés à des départements politiques créés par l'appareil dirigeant, lesquels exerceront un contrôle sur l'activité des structures de base du parti dans l'atelier, la localité. Ces mesures, manifestement copiées de l'organisation militaire, étaient évidemment moins conçues pour transmettre les opinions de la base vers le sommet que les consignes du sommet vers la base. Le bureau à l'organisation (Orgbureau), créé un an plus tôt, obtient le droit de transférer et de nommer les responsables du parti sans en référer au bureau politique. « Comme cela était déjà arrivé avant, et comme cela devait encore arriver si souvent dans les années à venir, les changements réactionnaires dans la politique industrielle allaient de pair avec des changements réactionnaires dans la structure interne du parti. » (M. Brinton, p. 155.)

A considérer les choses avec un peu de recul, on se rend compte que la suppression des tendances au Xe congrès du parti, un an plus tard, apparaît non pas comme la conséquence de l'insurrection de Kronstadt, mais comme l'aboutissement logique d'une évolution commencée bien avant et qui se montre au grand jour au IXe congrès.

Le type de problème qui se fait jour à l'intérieur du parti laisse rêveur sur ce qui devait se passer en dehors. Les militants du parti, qui commençaient à réclamer plus de démocratie au sein de celui-ci, se préoccupaient peu, à de rares exceptions près, comme Miasnikov, de l'absence de démocratie en dehors. Les dirigeants bolcheviks en charge des problèmes d'organisation estimaient que les problèmes devaient se résoudre par la discussion, la persuasion, les remontrances et les compromis, mais excluaient la possibilité d'un désaccord persistant. Le cas de Miasnikov est caractéristique à cet égard (Cf. encadré.) Ces procédés ne devaient pas réussir à enrayer la désaffection des masses, dont le parti commençait à se préoccuper.

LE PARTI BOLCHEVIK

Il est convenu que les gagnants modèlent l'histoire à leur convenance. C'est particulièrement vrai pour la révolution russe. L'histoire revue et corrigée par les successeurs de Lénine occulte complètement les autres forces politiques et le rôle du prolétariat et de la paysannerie dans leur action spontanée contre le pouvoir.

Le rôle qu'a pu jouer le parti bolchevik ne peut se comprendre que si on se réfère aux conditions particulières de la société russe sous le tsarisme. Ces conditions rendaient nécessaires le surgissement d'un certain type d'organisation révolutionnaire. La lutte économique des travailleurs pour de meilleures conditions de vie se heurtait à une farouche répression. Toute revendication était impossible. Les ouvriers se trouvaient devant l'alternative suivante: se résigner ou lutter contre le tsarisme, c'est-à-dire devenir révolutionnaires. La dure réalité des voyages en Sibérie rendait le réformisme difficile.

Il ne faut cependant pas surestimer le rôle de ce contexte dans la formation d'un appareil clandestin, hiérarchisé et centralisé du type bolchevik. Les anarchistes espagnols ont vécu des conditions de clandestinité non moins difficiles que les révolutionnaires russes – avant l'arrivée du Front populaire en Espagne, 30 000 militants libertaires étaient en prison – et n'ont pas développé d'idéologie avant-gardiste et hiérarchisée. Une telle idéologie est à mettre bien plus sur le compte de la nature de classe de la direction bolchevik et de son projet que des conditions dites « objectives ». Le parti bolchevik n'était qu'une des alternatives possibles. Sa direction était composée essentiellement d'intellectuels d'origine petite-bourgeoise. La femme de Lénine, Kroupskaïa, indique qu'il n'y avait presque pas d'ouvrier dans les comités bolcheviks et au congrès. Elle écrit : « Le membre du comité était d'ordinaire un homme plein d'assurance, il voyait l'énorme influence que l'activité du comité avait sur les masses, en général le comitard n'acceptait aucune démocratie à l'intérieur du parti²⁴ »

Entre 1903 et 1907 se constitue un groupe de révolutionnaires professionnels disciplinés, qui travaillent dans des cercles fermés et cloisonnés, mais qui restent en dehors des masses et n'entretiennent avec elles que des relations superficielles. Selon un historien du parti, les bolcheviks étaient 5 000 en 1916. C'est cependant une armature solide et une poignée de cadres aguerris, expérimentés 98, mais dont la mythologie post-révolutionnaire a aussi beaucoup exagéré la cohésion.

²⁴ Cité par Trotski dans Lénine, Grasset, p. 878. 98) Pierre Broué, Histoire du parti bolchevik, éditions de Minuit, p. 43

Les principales étapes de la révolution sont révélatrices des rapports qui peuvent exister entre le parti et les masses. Lorsque les premiers soviets sont apparus en 1905, le parti bolchevik s'est trouvé complètement dérouteré, à tel point que le comité du parti de Pétersbourg ne trouva rien de mieux que d'adresser un ultimatum aux soviets : adopter le programme du parti ou se dissoudre.

Cet ultimatum dit en particulier ceci : "Le Conseil des députés ouvriers ne saurait exister en qualité d'organisation politique et les social-démocrates devraient s'en retirer attendu qu'il nuit, par son existence, au développement du mouvement social-démocrate"

En d'autres termes, le soviet fait double emploi avec le parti. Plus grave encore, il nuit au développement du parti. Cependant, ce dernier finit par comprendre que le soviet peut jouer un rôle dans le jeu d'influences entre les partis qui se concurrencent pour la direction du mouvement de masse. On en vient alors à considérer la participation paritaire des représentants officiels des trois partis socialistes (menchevik, bolchevik, socialiste-révolutionnaire) comme une solution normale. Le soviet se transforme en un simple parlement ouvrier.

Si le soviet est une institution rendant les partis inutiles, c'est-à-dire s'il confirme les positions anarchistes, il faut qu'il cesse d'exister ; s'il est une instance dans laquelle les partis peuvent exercer leur direction sur le mouvement ouvrier, il faut en éjecter les anarchistes. C'est ce que dit Lénine, dans un texte daté du 7 décembre 1905 :

"Le comité exécutif du Soviet des députés ouvriers a décidé hier, 23 novembre, d'opposer un refus aux anarchistes qui demandaient à être représentés au Comité exécutif et au Soviet des députés ouvriers. Le comité exécutif lui-même a exposé comme suit les motifs de sa décision

1) d'après l'usage international, les anarchistes ne reconnaissant pas la lutte politique comme un moyen d'atteindre leur idéal, ne sont pas représentés dans les congrès et les conférences socialistes ; 2) toute représentation doit émaner d'un parti ; or, les anarchistes ne forment pas un parti".

Ce qui vaut à Lénine le commentaire suivant : « Nous estimons que la décision du comité exécutif est au plus haut point légitime et qu'elle a une très grande importance théorique, pratique et politique. » Dès le départ, la conception bolchevique des soviets ne partait pas sur des bases particulièrement « démocratiques ». Passons sur

le jésuitisme de l'argumentation. Il est difficile de mieux exprimer que le soviétique n'est rien d'autre qu'un parlement, une instance de contrôle des partis sur la classe ouvrière.

On constate de février à octobre 1917 une dégressivité en matière de mobilisation populaire. Février 1917 avait été une véritable insurrection populaire, avec mutinerie militaire, et plus de mille morts. En juillet, la fureur populaire contre le gouvernement provisoire, contre les socialistes modérés, était réelle. Fin août, la mobilisation populaire contre Kornilov est bien moindre. Ce n'est pas la foule insurgée mais les gardes rouges qui ont défait Kornilov. Octobre est un coup d'Etat au sein même de la révolution, préparé par les bolcheviks avec l'aide de quelques éléments populaires, mais une faible participation des masses. Octobre marque la fin d'une courbe décroissante de combativité populaire. Cela n'a rien à voir avec la mythologie construite après-coup.

Les bolcheviks ont en fait profité de l'inorganisation de l'Etat, de la décomposition politique générale : les KD (constitutionnels démocrates) ne parviennent pas à mettre sur pied une organisation politique, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks sont faibles sur le plan organisationnel et indécis, et refusent d'assumer la responsabilité du pouvoir.

Les effectifs des bolcheviks sont faibles au début de la révolution : entre 15 et 17 000 membres, mais mieux organisés, en cellules, capables d'une action politique, surtout dans les grandes villes. Leur organisation à l'intérieur de la Russie est faible, tout est à construire. En octobre ils sont 115 000 : ouvriers des usines de Pétersbourg, de Moscou, soldats de certaines unités militaires du front, marins de Kronstadt.

La direction du parti est constituée d'intellectuels, mais le parti lui-même n'est pas organisé : on va aux réunions si on veut, aucun encadrement pour transmettre les ordres du haut vers le bas.

“Ni Lénine ni le comité central ne pouvaient commander à ce parti, et nous savons toutes les difficultés de Lénine avec le comité central, les conflits politiques, le manque de cohérence à l'intérieur du parti jusqu'à l'été 1918”²⁵

“Le parti” n'a pas encore la structure monolithique que nous associons à l'idée d'un parti léniniste, et le fait n'est pas étonnant, car il était impossible de construire en quelques mois un appareil de parti dans les conditions d'anarchie qui régnaient à cette époque-là. Le groupe qui a pris le pouvoir en octobre 1917 n'était donc ni homogène ni

²⁵ Martin Malia, Comprendre la révolution russe, Points Seuil. 100) Ibid., p. 111.

organisé, incapable de gouverner : il n'avait pas les structures nécessaires. De plus, ce parti n'était pas unifié par une idée politique, les faits de 1917 et des premiers mois de 1918 le démontrent à l'évidence 100 .

Dans son Histoire de la révolution russe, Trotski donne de la révolution d'Octobre une image d'Épinal trop parfaite, qui évacue les incohérences du commandement bolchevik entre août et septembre. Lénine et Trotski sont isolés presque jusqu'à la dernière minute sur la question de l'insurrection. Le comité de liaison avec la garnison, dont Trotski fait grand cas dans son livre, manque d'organisation. Lénine n'avait aucune idée sur le gouvernement. Après octobre, les bolcheviks ne maîtrisent pas le pouvoir, la plus haute confusion règne : le nouveau gouvernement, pendant les premiers mois, n'a promulgué que des décrets de façade, ce que Lénine a reconnu en disant qu'ils n'avaient qu'une fonction de propagande. Les bolcheviks sont presque impuissants, leur prise du pouvoir n'a rien changé. La mise en place d'une politique communiste s'est faite par la contrainte et non par la participation des masses ouvrières et paysannes à un projet commun. Chaque crise, dans une société en décomposition, a été résolue par un pas supplémentaire dans la contrainte, dont la Tchéka, créée deux mois après la prise du pouvoir, a été l'instrument. A chaque étape, à chaque crise, le pouvoir se crispe un peu plus et la société se décompose un peu plus.

La révolution d'octobre a été un coup d'Etat dans la révolution, organisé par un petit groupe d'hommes décidés dont le succès n'a été possible que grâce à la décomposition de toutes les forces politiques existantes, la dissolution de la société civile et la tactique d'une poignée de dirigeants qui ont su mettre en retrait le programme effectif de leur parti pour nager sur la vague des revendications populaires. L'histoire de la révolution après octobre sera l'histoire des tentatives frénétiques du parti bolchevik pour se maintenir à tout prix au pouvoir, pour en conserver le monopole exclusif. C'est la lutte d'un appareil qui se constitue très rapidement en organe de terreur contre la société civile tout entière. Le coup d'Etat d'octobre, effectué la veille du IIe congrès pan-russe des soviets qui allait prendre le pouvoir, est le Thermidor de la révolution russe. Le basculement de la révolution russe dans la contre-révolution commence le 25 octobre (7 novembre) 1917.

CONTENU DE CLASSE DU BOLCHEVISME

La première et la principale ligne de clivage entre l'anarcho-syndicalisme et les différentes écoles marxistes – et en particulier le léninisme – se situe sur la question de

l'acquisition, par la classe ouvrière, de la conscience de classe et de la conscience révolutionnaire ou, pour reprendre l'expression de Proudhon, de la capacité politique.

L'examen de la pertinence des différentes thèses en présence, pour intéressant qu'il soit, ne doit pas occulter celui, plus significatif, de l'enjeu que représente la réponse à cette question. Nous pensons que c'est là un test permettant de définir le caractère de classe des différents mouvements politiques qui prennent position. C'est aussi la continuation, sur le terrain de la lutte des classes, d'une longue réflexion philosophique sur la théorie de la conscience, commencée avec Platon et jamais achevée.

L'enjeu est en vérité vital. Il s'agit de déterminer qui peut légitimement se réclamer de la direction de la classe ouvrière. Si celle-ci n'est pas capable d'atteindre seule la capacité politique, c'est-à-dire la conscience de la nécessité de renverser l'ordre social capitaliste, la direction légitime du mouvement ouvrier appartiendra au groupe qui sera en mesure de lui apporter cette conscience.

L'optique léniniste est connue : "L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels." (Lénine, Que faire ?)

Lénine ne peut s'appuyer sur aucun texte de Marx 101

("Marx se fiait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, tel qu'il devait résulter nécessairement de l'action et de la discussion communes" dit Engels en 1890 dans la préface de la réédition allemande du Manifeste) pour affirmer sa thèse – sinon il ne s'en serait pas privé –, aussi cite-t-il abondamment Kautsky. Il reconnaît certes que "comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même titre que la lutte de classe du prolétariat". Mais il y a une coupure, ontologique, dirait-on, entre le socialisme et la lutte des classes qui ne "s'engendrent pas l'un l'autre", car ils "surgissent de prémisses différentes". La conscience socialiste ne peut surgir que "sur la base d'une profonde connaissance scientifique" ; or, dit Lénine, "le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois: c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué

aux prolétaires intellectuellement les plus développés...” La conscience socialiste est “un élément importé du dehors dans la lutte du prolétariat”

Marx n'a jamais dit les choses aussi cyniquement que Lénine. Lorsque, parlant des communistes, il écrit dans le Manifeste qu'ils “ont sur le reste du prolétariat [je souligne] l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétaire » et que parmi eux il y a des intellectuels bourgeois qui “à force de travail se sont élevés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique”, il se situe totalement en dehors du système de pensée léniniste)

La théorie de la conscience révolutionnaire chez Lénine part d'un amalgame. Il ne saurait y avoir de conscience révolutionnaire sans marxisme ; or le marxisme est une science ; par conséquent, la conscience révolutionnaire ne peut être apportée à la classe ouvrière que par ceux qui détiennent la « science » (marxiste), les intellectuels, qui sont, à l'époque, forcément d'origine bourgeoise. La thèse de Marx selon laquelle la conscience est le produit des conditions matérielles d'existence est complètement niée ; implicitement, Lénine considère qu'un prolétaire n'est pas capable de comprendre Marx.

On comprend mieux, dès lors, l'obstination avec laquelle Lénine et Trotski vont tenter de faire accepter, à partir de 1918, l'introduction des “spécialistes”, c'est-à-dire des cadres techniques et administratifs de l'ancien régime, dans la gestion de l'économie soviétique. Il s'agit de la reconnaissance, par des “spécialistes” du pouvoir, de la qualification d'autres “spécialistes”, de l'économie et de l'administration.

Bakounine est loin d'avoir négligé le problème de la “science” et de la nécessité pour la classe ouvrière de posséder une connaissance théorique indispensable à la lutte révolutionnaire. Mais “science” dans le vocabulaire bakouninien signifie “savoir”. Et Bakounine pose comme prémisse que « les masses ne se mettent en mouvement que lorsqu'elles y sont poussées par des puissances – à la fois intérêts et principes – qui émanent de leur propre vie...

A Lénine, Bakounine avait, curieusement, répondu d'avance : “L'aristocratie de l'intelligence, cet enfant chéri du doctrinarisme moderne, ce dernier refuge de l'esprit de domination (...) n'a pu prendre naissance qu'au sein de la bourgeoisie.” Les partisans du “doctrinarisme moderne” sont opposés à l'émancipation du prolétariat et toutes leurs théories économiques, philosophiques, politiques et sociales “n'ont au fond d'autre fin

que de démontrer l'incapacité définitive des masses ouvrières, et par conséquent aussi la mission de la bourgeoisie (...) de les gouverner jusqu'à la fin des siècles²⁶»

Bakounine a d'ailleurs créé un concept, celui de "socialiste bourgeois", qu'il appelle aussi "exploiteur du socialisme". Si la bourgeoisie n'a, pour fonder son droit, que la puissance de l'argent, elle doit le justifier par la science. Les socialistes bourgeois, eux, fondent leur action non pas sur le privilège de la richesse, dont ils sont souvent dépourvus, mais sur celui du savoir.

On notera au passage que Bakounine ne nie pas qu'il y a un décalage entre le savoir détenu respectivement par la bourgeoisie et la classe ouvrière – on dirait aujourd'hui un « différentiel de savoir ²⁷»

... Il reconnaît que le "monde ouvrier est généralement ignorant » et que « la théorie lui manque encore tout à fait »²⁸

Toute la différence réside dans la façon d'aborder ce "différentiel". Pour Lénine, le fossé est irrémédiable: "il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement". "Toute diminution du rôle de "l'élément conscient", du rôle de la social-démocratie signifie par là même (...) un renforcement de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers." (Lénine, Que faire ?) Cela ressemble furieusement à une justification théorique du rôle dirigeant de l'intellectuel²⁹

Que dit Bakounine ? Le mouvement ouvrier doit "s'emparer de cette arme si puissante de la science, sans laquelle il pourrait bien faire des révolutions, mais ne serait pas en état d'établir, sur les ruines des privilèges bourgeois, cette égalité, cette justice et cette liberté qui constituent le fond même de toutes les aspirations politiques et sociales." ("Les Endormeurs") C'est tout de même une autre perspective ! La démarche de Lénine ne laisse aucune place au doute : le chef révolutionnaire, l'intellectuel

²⁶ Les Endormeurs », paru dans L'Egalité n° 27 du 24 juillet 1869

²⁷ Parlant des décennies qui ont suivi la Révolution française pendant lesquelles le prolétariat français a progressivement pris conscience de lui-même, Bakounine écrit : « Avant même que les travailleurs eussent compris que les bourgeois étaient leurs ennemis naturels, encore plus par nécessité que par mauvaise volonté, les bourgeois étaient déjà arrivés à la conscience de cet antagonisme fatal. » (Lettre aux internationaux du Jura

²⁸ Bakounine, « La politique de l'Internationale », paru dans L'Egalité, de Bruxelles, 1869

²⁹ Le discours par lequel Lénine justifie le rôle dirigeant de la social-démocratie sur la classe ouvrière est, sur le plan politique et idéologique, le même que celui par lequel il justifiera le rôle dirigeant des « spécialistes » sur le plan technique à partir de 1918

d'origine bourgeoise élabore la doctrine socialiste et la transmet au prolétariat – à ses éléments les plus avancés.

La démarche de Bakounine est tout autre: la science sociale (élaborée par ces mêmes couches sociales), “ne fait autre chose que développer et formuler les instincts populaires” (Protestation de l'Alliance). Car “ni les écrivains, ni les philosophes, ni leurs ouvrages, ni enfin les journaux socialistes, ne constituent encore le socialisme vivant et puissant. Ce dernier ne trouve une réelle existence que dans l'instinct révolutionnaire éclairé, dans la volonté collective et dans l'organisation propre des masses ouvrières elles-mêmes, – et quand cet instinct, cette volonté et cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants.” (“Lettres à un Français sur la crise actuelle”, 1870.)

Il est remarquable de constater à quel point la théorie de Lénine est en contradiction avec le matérialisme historique, dont il se réclame pourtant sans cesse, et selon lequel « ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience³⁰»

Lorsque Marx déclare dans le Manifeste que « les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante », il n'exclut pas qu'il y ait des idées autres que les idées dominantes, c'est-à-dire que des idées opposées à l'idéologie dominante puissent se formuler. Dès lors que les conditions d'existence se font jour qui permettent, par l'action et la pensée, la remise en cause d'un ordre social donné, l'« existence sociale » du prolétariat déterminera leur conscience, avec ou sans Lénine.

Les anarcho-sindicalistes réclament simplement le droit pour le prolétariat de faire sa propre expérience : « Nous croyons que le peuple peut se tromper souvent et beaucoup, mais il n'y a personne au monde qui puisse corriger ses erreurs et réparer le mal qui en résulte toujours, que lui-même ; tous les autres réparateurs et redresseurs (...) ne faisant et ne pouvant qu'augmenter les erreurs et le mal. » (Bakounine, « La théologie politique de Mazzini » [109].) Rosa Luxembourg de ce point de vue est beaucoup plus bakouninienne que marxiste lorsqu'elle écrit, en 1904 : « Les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infailibilité du meilleur Comité central. » La même idée est reprise par Edouard Berth : « Dans la conception

³⁰ Marx, Avant-propos à la Critique de l'économie politique

syndicaliste révolutionnaire, le prolétariat est, au contraire, regardé comme une personne majeure et parfaitement autonome, qui n'a pas d'utopies toutes faites à réaliser par décret, mais qui entend parfaire son émancipation par lui-même et à son idée. »

La démarche léninienne est une aberration dialectique en ce sens que le problème ne consiste pas à déterminer si le socialisme est une production théorique des intellectuels bourgeois apportée au prolétariat, ou une création exclusive et spontanée (au sens bakouninien), de ce dernier. Un phénomène social chez Bakounine est spontané lorsqu'il est le produit exclusif de ses déterminismes internes, sans interférence de déterminismes extérieurs. On pourrait aisément conclure qu'un phénomène est spontané lorsqu'il est... déterminé. L'approche correcte du problème consiste à découvrir le mouvement dialectique de création et d'élaboration du socialisme : alors, les questions de « préséance » ne jouent plus.

Kropotkine, qui rejetait le concept de dialectique mais qui, tel M. Jourdain, pratiquait le raisonnement dialectique sans le savoir, a parfaitement résumé l'optique libertaire:

Le socialisme est issu des profondeurs mêmes du peuple. Si quelques penseurs, issus de la bourgeoisie, sont venus lui apporter la sanction de la science et l'appui de la philosophie, le fond des idées qu'ils ont énoncées n'en est pas moins le produit de l'esprit collectif du peuple travailleur. Ce socialisme rationnel de l'Internationale, qui fait aujourd'hui notre meilleure force, n'a-t-il pas été élaboré dans les organisations ouvrières, sous l'influence directe des masses ? Et les quelques écrivains qui ont prêté leur concours à ce travail d'élaboration ont-ils fait autre chose que de trouver la formule des aspirations qui déjà se faisaient jour parmi les ouvriers ?" (Les Temps nouveaux, 1913.)

Bakounine réclame pour les intellectuels d'origine bourgeoise le droit de s'associer au prolétariat dans sa lutte, ce qui implique évidemment, entre autres choses, leur contribution à l'élaboration théorique. « Les principes sociaux, disait-il, ne constituent la propriété de personne : ils sont plus naturellement représentés par les ouvriers que par l'intelligence qui s'est développée au milieu de la classe bourgeoise... Mais du moment que nous avons accepté ces principes autant par notre intelligence que par notre sentiment de justice, au point qu'ils sont devenus une condition vitale pour nous, personne, ni d'en haut ni d'en bas n'a le droit de nous défendre d'en parler, de nous associer et d'agir au nom de ces principes – qui sont à nous autant qu'aux ouvriers si même ils le sont d'une autre manière. » (“Protestation de l'Alliance”)

Le révolutionnaire russe s'oppose radicalement aux théories simplistes selon lesquelles le prolétariat n'a pas besoin des intellectuels. S'il est lucide et ne se fait pas d'illusions sur ces derniers, il se méfie aussi des "ouvriers à demi littéraires, prétentieux, ambitieux" qui "se posent comme des chefs, comme des hommes d'Etat des associations ouvrières" qui craignent "la compétence des hommes sortis de la bourgeoisie, souvent plus dévoués, plus modestes et moins ambitieux qu'eux-mêmes".

Il y a cependant dans la classe ouvrière une "aristocratie bienfaisante", une aristocratie « non de la condition, mais de la conviction, du sentiment révolutionnaire, de la passion ardente, éclairée et de la volonté ». Ils réunissent en eux « dans leur compréhension de la question sociale (...) tous les avantages de la pensée libre et indépendante, de la connaissance scientifique ». Ils pourraient très bien abandonner leur classe et passer dans les rangs de la bourgeoisie, mais ils ont la « passion de la solidarité ». Si on ajoute à cette catégorie de travailleurs « celle des militants sortis de la classe bourgeoise, qui ont rompu tous les liens avec elle et qui se sont voués corps et âme à la grande cause de l'émancipation du prolétariat », vous aurez, dit Bakounine, « l'aristocratie utile et bienfaisante du mouvement ouvrier international³¹ ».

1- Le point de vue de Bakounine sur la genèse de la conscience socialiste dans la classe ouvrière apparaît comme infiniment plus « dialectique » que celui de Lénine qui, en fait, relève d'une perception parfaitement mécaniste. La théorie léninienne de la conscience révolutionnaire dévoile ses intérêts de classe de petit-bourgeois intellectuel avec une telle clarté qu'on se demande comment cela a pu abuser tant de gens ;

2- La question du rôle des intellectuels, pour Bakounine, ne se pose pas, on le voit, en termes de direction mais de collaboration. Elle est en outre totalement dénuée d'illusion et de complaisance à l'égard aussi bien des socialistes bourgeois que des ouvriers embourgeoisés.

LA LOGIQUE INTERNE DU PARTI BOLCHEVIK

Le débat sur les modalités d'acquisition de la conscience révolutionnaire reste parfaitement académique tant que nous sommes dans une période de lutte contre le capitalisme. Lorsqu'une organisation fondée sur les principes léninistes prend le pouvoir, on ne saurait s'étonner que la politique qu'elle met en œuvre soit orientée vers le monopole du pouvoir par une minorité de gestionnaires.

³¹ L'Alliance révolutionnaire universelle de la démocratie socialiste » Œuvres, VI, p. 319.

C'est que la direction de l'avant-garde du prolétariat a, pour reprendre l'expression de Lucaks, reçu « son arme la plus effilée des mains de la vraie science », le marxisme, dont Lénine disait par ailleurs :

“On ne peut retrancher aucun principe fondamental, aucune partie essentielle de cette philosophie du marxisme coulée dans un seul bloc d'acier, sans s'écarter de la vérité objective, sans verser dans le mensonge bourgeois et réactionnaire³²”

C'est là un exemple parfait de vision idéologique. Ce genre de proclamation, motivée par le désir d'affirmer une formulation scientifique, relève à l'évidence bien plus du credo religieux, et dévoile l'ampleur de la régression intellectuelle que font subir au marxisme les conceptions léniniennes.

Lorsque la vérité relève moins de la constatation des faits que de l'interprétation d'un dogme, on assiste rapidement à une effroyable dégénérescence politique dont on a pu constater quelques exemples : Trotski ba-layant d'un revers de main les « humeurs changeantes » de la démocratie ouvrière ; Radek décidé à ne pas céder aux « clameurs des travailleurs³³” ne “comprennent pas leurs vrais intérêts” ; Boukharine s'apitoyant sur les mauvaises conditions de travail... des tchékistes !

La possession de la « vraie science » constitue un véritable acte de propriété sur la classe ouvrière ; elle légitime ses détenteurs comme direction autoproclamée du mouvement ouvrier. La moindre contestation de la ligne du parti – qu'elle s'exprime à l'intérieur de celui-ci ou à l'extérieur – ne relève pas simplement d'une divergence politique, elle est une atteinte à la « vraie science » élaborée par les dirigeants, et se situe à ce titre en dehors de toute discussion. La moindre contestation des fondements de cette « vraie science » constitue une violation qui rejette sans discussion son auteur dans les rangs de l'ennemi de classe.

Face à un problème, il ne peut y avoir qu'une solution, celle donnée par les détenteurs et interprètes patentés de la science ; les autres solutions ne peuvent être que le produit de l'idéologie bourgeoise. Est-il besoin de dire que de telles conceptions de la « science » sont tragiquement limitatives, que l'histoire des sciences montre de nombreux exemples de résultats obtenus par des méthodes différentes, et que de plus, le propre d'une théorie scientifique est d'être systématiquement remise en cause par de nouvelles hypothèses, de nouvelles découvertes ?

³² Lénine, Matérialisme et empiriocriticisme, éditions du Progrès, p. 461

³³ Le parti est l'avant-garde politiquement consciente de la classe ouvrière. Nous en sommes maintenant au point où les ouvriers, à la fin de leurs épreuves, refusent désormais de nous imposer notre volonté de vaincre à nos partisans épuisés et démoralisés.

Lénine se dissimule derrière le concept de science pour garantir au marxisme une pérennité qu'aucune science ne se reconnaît à elle-même : la science ne peut exister que parce que :

1° les conceptions dominantes d'une époque sont systématiquement examinées sous des points de vue différents, et,

2° parce qu'elles sont systématiquement rendues obsolètes par de nouvelles théories.

Tout le problème de la « science », du point de vue de Lénine, consiste à déterminer qui, et selon quelles modalités, détermine la bonne interprétation, c'est-à-dire l'orthodoxie. Ainsi, lorsque Lénine déclare à N. Valentinov: "Le marxisme orthodoxe n'a besoin d'aucune modification, ni dans sa philosophie, ni dans sa théorie de l'économie politique, ni dans ses conséquences politiques", il n'exprime pas seulement le point de vue le plus antiscientifique possible (à savoir : une théorie scientifique – le marxisme – est immuablement valable), il expose une aberration du point de vue dialectique. Mais le problème qu'il pose est bien celui de déterminer qui décide de la bonne interprétation.

C'est là un problème aisément résolu:

Les classes sont dirigées par des partis, et les partis sont dirigés par des individus qu'on nomme les chefs. (...) C'est l'ABC, la volonté d'une classe peut être accomplie par une dictature, la démocratie soviétique n'est nullement incompatible avec la dictature d'un individu. (...) Ce qui importe c'est une direction unique, l'acceptation du pouvoir dictatorial d'un seul homme. (...) Toutes les phrases à propos de l'égalité des droits ne sont que sottises.

On a donc affaire à une « science » qui n'est pas accessible à l'entendement par son contenu propre, par les démonstrations qu'elle peut proposer, mais qui a besoin d'être interprétée, dont les mauvaises interprétations ne révèlent pas une erreur de compréhension des faits, mais expriment des intérêts de classe ennemis, et dont l'interprétation, en définitive, ne peut être fournie que par un seul homme. Toute divergence d'opinion est nécessairement provoquée par une idéologie de classe ennemie. Pour résoudre une opposition, il faut « expliquer patiemment » ; si elle subsiste, c'est que jouent des intérêts de classe, des survivances de l'esprit petitbourgeois, de l'anarchisme, etc.

Il n'y a qu'un seul prolétariat, dans lequel il ne peut y avoir qu'une seule pensée directrice, un seul parti qui en soit l'expression. Ainsi, dès le début de 1918 la Tcheka

est présentée comme l'instrument « de la dictature du prolétariat, de la dictature inexorable d'un seul parti » destiné à anéantir « la bourgeoisie en tant que classe ».

Les modalités de la détermination de l'orthodoxie peuvent être (relativement) pacifiques avant la prise du pouvoir, mais après, les enjeux sont tels que, ayant épuisé toutes les procédures, en une escalade constituée d'étapes où la discussion cède progressivement le pas à la violence physique, on aboutit inévitablement à l'extermination des opposants – ceux qui sont en dehors du parti d'abord, ceux qui sont à l'intérieur ensuite.

Ainsi, lorsqu'à l'occasion du dernier round qui a opposé Zinoviev et Staline, les organisations du parti de Leningrad, fief du premier, et de Moscou, contrôlées par le second, votaient des résolutions unanimes se condamnant réciproquement, Trotski demandait ironiquement : quelle est l'explication sociale ?

La question est parfaitement justifiée.

Mais on imagine aisément l'ambiance qui peut régner dans une organisation où les divergences politiques sont perçues comme l'expression – chez l'autre – d'intérêts de classe ennemis. Pourtant, la question que le marxiste Trotski aurait dû – mais qu'il ne pouvait évidemment pas – poser est : quelle est « l'explication sociale », la nature sociale d'une organisation dans laquelle les divergences se règlent dans ces termes ?

L'ANARCHISME : UNE IMPLANTATION PROFONDE

Nous n'entendons pas faire l'historique du mouvement libertaire russe. En 1917 ce mouvement était très présent. Il convient cependant de rappeler quelques faits, dont certains étaient inédits ou peu connus du public jusqu'à ce qu'Alexandre Skirda publie son livre, *Les Anarchistes dans la révolution russe*³⁴

Lorsque la révolution éclate, le mouvement ouvrier russe n'est pratiquement pas organisé. Les syndicats sont interdits, les militants traqués par la police. Les ouvriers qui travaillent dans l'industrie, très concentrée, n'ont pas de tradition et commencent à peine la lente élaboration vers une pratique et une théorie autonomes, qui ne peuvent être que le résultat de dizaines d'années de luttes et d'expérience. Les anarchistes russes furent les seuls à militer pour la révolution sociale avant octobre 1917, alors que les

³⁴ L'ensemble des ouvrages d'Alexandre Skirda sont à consulter : *Kronstadt 1921, prolétariat contre bolchevisme*, éd. La Tête de feuilles, 1972 (épuisé) ; *Les Anarchistes dans la révolution russe*, La Tête de feuilles, 1973 (épuisé) ; *Nestor Makhno, le cosaque de l'Anarchie*, A.S., 1982 (épuisé) ; réédité sous le titre *Les cosaques de la liberté*, éd. Jean-Claude Lattès, 1985 ; *N. Makhno, La lutte contre l'Etat et autres écrits*, présentation et traduction d'A. Skirda, J.P. Ducret, 1984 ; *Autonomie individuelle et force collective, Les anarchistes et l'organisation de Proudhon à nos jours*, A.S., 1987.

partis d'obédience marxiste, bolcheviks compris, entendaient se limiter à l'instauration d'une république démocratique bourgeoise.

« En 1917, les anarchistes furent, comme dans la révolution précédente, les seuls défenseurs de la révolution sociale. Ils se tenaient constamment et obstinément sur la voie de la vraie révolution sociale, malgré leur faiblesse et leur manque de préparation au point de vue organisation. En été 1917, ils aidaient invariablement, par la parole et par l'action, les mouvements agraires des paysans qui enlevaient les terres aux seigneurs. Invariablement, ils étaient avec les ouvriers lorsque, longtemps avant le "coup d'octobre", ceux-ci s'emparaient, en différents endroits de la Russie, des entreprises industrielles et s'efforçaient d'y organiser la production sur les bases de l'autonomie ouvrière³⁵»

Il faut garder à l'esprit que le caractère « prolétarien » du mouvement révolutionnaire russe dans son ensemble doit être relativisé. A l'époque où en Europe occidentale, et en France en particulier, ainsi qu'aux Etats-Unis, entre 1890 et 1910, s'élabore dans le mouvement ouvrier industriel une doctrine et une pratique qui sera qualifiée d'anarcho-syndicalisme, cela fait peu de temps que les serfs ont été émancipés en Russie (1861). La classe ouvrière russe a fait son apparition dans les centres urbains, mais, à l'aube de la révolution, les ouvriers ne sont qu'environ trois millions.

Les théories socialistes se développent, mais attirent surtout l'intelligentsia, avec les conséquences que cela comporte : soit l'avant-gardisme dirigiste de ceux qui pensent que le prolétariat ne peut de lui-même acquérir la conscience révolutionnaire, soit le spontanéisme et le refus de toute organisation chez ceux qui parent la classe ouvrière de toutes les vertus.

Le syndicalisme révolutionnaire, d'apparition récente en Europe occidentale, commence cependant à s'implanter au début du siècle³⁶

Les premiers soviets apparus en 1905 semblaient confirmer le modèle d'organisation préconisé par Bakounine. De nombreux militants tentaient d'adapter à la Russie le modèle de la CGT française d'alors (notamment Maria Korn, Georgi Gogeliia-Orgeiani, Daniil Novomirski [de son vrai nom Iakov Kirillovski]). Ces

³⁵ Répression de l'anarchisme en Russie soviétique, p. 31, éditions de la Librairie sociale, 1923

³⁶ Le terme « anarcho-syndicaliste » semble avoir été inventé par un militant russe, Novomirski. Les informations contenues ci-dessous proviennent de deux sources inédites citées par Alexandre Skirda : deux historiens soviétiques, S.N. Kanev : « questions d'histoire », 9, 1968, Moscou ; E.N. Kornoukhov : « L'activité du parti bolchevik contre les révolutionnaires petits-bourgeois anarchistes dans la période de la préparation et de la victoire de la révolution d'Octobre », « Lénine, le parti, Octobre », 1967. (Cf. le remarquable ouvrage d'Alexandre Skirda : Les anarchistes dans la révolution russe, éd. La Tête de feuilles.

militants avaient cependant conscience que leur propagande « n'était pas adaptée aux conditions spécifiquement russes ». Selon Novomirski, un militant d'Odessa, dans le Sud, les syndicats devaient assurer la poursuite de la lutte économique quotidienne en même temps qu'ils préparaient la classe ouvrière à la révolution, après quoi ils deviendraient « les cellules de la future société de travailleurs » (Novomirski). En attendant, la minorité agissante dans les syndicats, dont la fonction était de servir de « pionniers » dans la lutte révolutionnaire, devait empêcher les syndicats de devenir les instruments des partis politiques. Les ouvriers anarchistes pensaient qu'il fallait créer dans les syndicats des cellules chargées de combattre l'« opportunisme » socialiste.

Le groupe anarcho-syndicaliste de Novomirski recruta entre 1905 et 1907 de nombreux ouvriers, mais aussi des intellectuels. Il y avait également dans son groupe des marins, des dockers et des salariés du petit commerce.

Le mouvement anarcho-communiste recrutait également beaucoup, à Moscou dans les usines de Zamoskvoretchie et de Presnia, dans les usines des villes alentour ; des cellules organisaient des manifestations dans les grandes entreprises comme Zündel ou la Centrale électrique ; le groupe la Commune libre (Svobodnaïa kommouna) recrutait de nombreux adhérents chez les métallurgistes et les typographes.

Une Conférence des groupes anarcho-communistes de l'Oural avait appelé en 1907 à la création de « syndicats illégaux sans distinction de parti » et appelait les anarchistes à entrer dans les syndicats existants pour contrer l'influence des « opportunistes socialistes ». Aux Etats-Unis et au Canada, l'Union anarcho-syndicaliste des ouvriers russes des Etats-Unis et du Canada recrutait des milliers d'émigrés, dont une grande partie allait revenir en Russie en 1917.

Les premiers mois de la révolution voient le développement important de l'anarcho-syndicalisme. L'Union de propagande anarcho-syndicaliste Golos Trouda (la Voix du travail) en Russie du Nord (Pétrograd) publia un hebdomadaire puis un quotidien de l'été 1917 au printemps 1918. Les bolcheviks liquidèrent l'organisation en 1919.

En Russie centrale la Fédération des groupes anarchistes de Moscou publia aussi un quotidien. Le 12 avril 1918 la police attaque les locaux de l'organisation à l'artillerie, 600 anarchistes sont arrêtés. C'est la première fois qu'anarchistes et bolcheviks se combattent les armes à la main. « Enfin le pouvoir soviétique débarrasse, avec un balai de fer, la Russie de l'anarchisme » dira Trotski.

Mais l'organisation la plus importante fut la Confédération des organisations anarchistes de l'Ukraine, dite Nabate (le Tocsin), du nom de son journal. Elle éditait également la Voie vers la liberté, tantôt hebdomadaire, tantôt quotidien.

L'armée insurrectionnelle makhnoviste, qui publiait la Voix du makhnoviste, eut un rôle très important dans la lutte contre les nationalistes ukrainiens (Petlioura), contre les gouvernements fantoches à la solde des Aus-tro-allemands après la paix de Brest-Litovsk (l'hetman Skoropadski), les généraux blancs Dénikine et Wrangel, et enfin contre l'armée rouge en 1920. La Confédération d'Ukraine fut l'embryon de la Confédération anarchiste pan-russe qui tenta de réunir tous les libertaires avant de disparaître sous les coups des bolcheviks.

A partir de 1920, et particulièrement après Kronstadt, en mars 1921, il n'existe que des groupes isolés fuyant la répression.

Il convient de préciser que les libertaires russes et ukrainiens ont toujours subordonné leur ligne politique aux impératifs de la lutte contre la réaction. En Ukraine, où les anarchistes étaient la plus grande force révolutionnaire, l'armée insurrectionnelle makhnoviste s'allia aux bolcheviks et supporta le plus gros des efforts militaires contre les Blancs.

Des dizaines de milliers d'anarchistes payèrent leur tribut à la révolution, beaucoup d'entre eux avant octobre 1917, comme Matiouchenko, le meneur de l'insurrection du Potemkine, un anarcho-syndicaliste exécuté en 1907.

Pendant la guerre, les militants étaient soit en prison, soit en exil : aux Etats-Unis, une organisation d'ouvriers libertaires, éditant un quotidien, regroupait 10 000 personnes.

Lorsque la révolution de février survient (23 février 1917 pour le calendrier julien), des milliers de bagnards sont libérés et les exilés reviennent : les effectifs grimpent. La fédération anarchiste-communiste de Pétrograd compte 18 000 membres. Archinov, militant de la fédération de Moscou en 1917, estime le nombre d'anarchistes à 40 000 dans la seule Russie, sans inclure l'Ukraine, les pays Baltes, etc., c'est-à-dire des effectifs nettement supérieurs à ceux des bolcheviks. Lorsque le pouvoir bolchevik et Makhno négocieront une alliance militaire contre les Blancs, en octobre 1919, les makhnovistes exigeront la libération de 200 000 libertaires.

Une conférence organisée par la fédération anarchiste-communiste de Pétrograd le 9 juin 1917 regroupe les délégués de 95 usines et unités militaires ; deux jours plus tard il y aura 150 délégués. Cette conférence désigne un Comité révolutionnaire

provisoire et les bolcheviks envoient des délégués. Il faut que le comité central intervienne pour que les délégués se retirent.

Les anarchistes sont à l'origine de la création de la Garde rouge. Le 2 août 1917 a lieu une réunion du noyau d'initiative pour créer la garde rouge, dont l'anarchiste Zouk est l'un des responsables. Les bolcheviks atermoient, et Zouk leur déclare : « Nous n'avons pas à tourner autour du pot. Il n'y a pas à attendre, il faut tout de suite commencer à taper sur les bourgeois. »

Zouk commandait un détachement de 200 Gardes rouges des chantiers navals de Schlüsselbourg lors de la prise du Palais d'Hiver, dont un autre anarchiste, Zélesniakov, fut nommé commandant, après l'assaut. C'est Zélesniakov et ses gardes qui, plus tard, dispersèrent l'Assemblée constituante, initiative que les bolcheviks n'osaient pas prendre. Zouk et Zélesniakov moururent en combattant contre les blancs.

Jusqu'à Octobre donc, anarchistes et bolcheviks travaillent ensemble sans trop de problème, les anarchistes collant bien plus près des masses que les bolcheviks et étant bien plus en avance sur eux.

De fait, le programme que propose alors Lénine dans un discours à la fraction bolchevik des soviets est fédéraliste et décentralisateur : remplacement des « autorités locales et régionales désignées par l'Etat » par « des soviets de représentants du peuple, organes réunissant les pouvoirs législatifs et exécutifs », l'autonomie des soviets locaux, l'interdiction aux autorités centrales de s'immiscer dans les programmes scolaires, l'armement des milices, l'exercice de la justice, l'inviolabilité de la personne et du domicile, les libertés illimitées (sic) de conscience, de parole, de presse, de réunion, de grève et d'association, etc.

C'est évidemment un fait que les auteurs léninistes passent sous silence, mais il n'est pas exagéré de dire que l'influence du parti bolchevik dans la classe ouvrière au début de la révolution n'a pu s'enraciner que grâce à son adoption de mots d'ordre de caractère anarchiste.

Le mouvement libertaire russe avait importé les divisions et les polémiques du mouvement libertaire européen. La révolution de 1905 n'avait pas suscité de remises en cause stratégiques ni organisationnelles – si tant est que le mouvement de l'époque fût capable de telles considérations. Les principes organisationnels restent la libre entente entre les individus, la libre union des groupes selon leurs affinités. Les décisions de congrès, quand il y en a, n'engagent à rien. Il ne saurait être question de confier à des comités les fonctions de liaison ou de coordination. L'unanimité est la seule façon de

parvenir à une décision, et, s'il est impossible de parvenir à une entente, aucune décision n'est prise. L'idée d'un journal exprimant une position d'ensemble n'est pas concevable car toute publication ne peut représenter que le point de vue du groupe qui l'édite.

“Toutes ces prises de positions sont émises lors d'une assemblée de communistes libertaires russes en exil, en 1906, à Londres. C'est en quelque sorte une mise au point théorique de l'anarchisme, compte tenu de la révolution russe de 1905, et au diapason de l'orientation générale du mouvement international.³⁷”

Le mouvement libertaire russe affrontera donc la révolution en 1917 avec des conceptions qui limitent l'organisation à un conglomérat de groupes autonomes. On conçoit dans ces conditions qu'il se soit montré incapable, malgré des effectifs au départ bien supérieurs, à faire face au bolchevisme.

Un anarchiste russe, Novomirski, tenta de tirer les leçons de 1905, en s'inspirant du syndicalisme révolutionnaire français, et élaborer un programme anarcho-syndicaliste. Il semble que ce soit lui qui ait inventé le terme. Il proposa une organisation générale des anarchistes sur le plan russe et international en s'affranchissant des généralités habituelles. L'organisation doit être une « organisation politique dans le meilleur sens du terme, car elle doit aspirer à devenir la force politique nécessaire pour briser la violence organisée que représente l'Etat. » Novomirski propose de construire un Parti anarchiste ouvrier un peu de la même manière que Pouget en France voulait faire de la CGT le « parti du travail³⁸”

Ce parti devait avoir une plate-forme théorique sans laquelle il est « impossible d'atteindre l'unité d'action », ainsi que des conceptions tactiques répondant aux besoins des travailleurs. La lutte armée contre la terreur gouvernementale devait se doubler d'une organisation économique par le moyen de syndicats révolutionnaires : « Il nous est indispensable d'élaborer un programme et une tactique claires et, sur la base de principes généraux de ces programme et tactique, d'unir tous les éléments sains de l'anarchisme russe en une fédération unique : le Parti ouvrier anarchiste. »

Novomirski préconise le boycott des établissements d'Etat, armée et parlement, et « la proclamation dans les villages et les villes de communes ouvrières avec des soviets de députés ouvriers, en qualité de comités indus-triels, à leur tête ».

³⁷ A. Skirda, *Autonomie individuelle et force collective*, éd. A.S., p. 103

³⁸ Cf. *La CGT (1910)*, suivi de *Le Parti du travail (1922)*, préface de Jacques Toublet, éditions CNT région parisienne, 1997.

Si les réflexions de Novomirski, faites en 1907, peuvent être considérées comme une tentative de tirer le bilan de la révolution de 1905, cette démarche eut un équivalent au niveau international, la même année, lors du congrès anarchiste international d'Amsterdam, marqué par les prises de position d'Amédée Dunois, qui fit une critique virulente des aspects les plus farfelus de l'anarchisme d'alors : l'opposition à l'organisation et l'individualisme. L'initiative individuelle, censée suffire à tout, dit-il, aboutit en réalité à la négation de la lutte des classes ; toute action collective est repoussée sous prétexte que l'organisation est conçue en soi comme une forme d'oppression de l'individu.

“La révolution sociale ne peut être que l'œuvre de la masse. Mais toute révolution s'accompagne nécessairement d'actes qui, par leur caractère – en quelque sorte technique – ne peuvent être que le fait d'un petit nombre, de la fraction la plus hardie et la plus instruite du prolétariat en mouvement. Dans chaque quartier, chaque cité, chaque région, nos groupe formeraient, en période révolutionnaire, autant de petites organisation de combat, destinées à l'accomplissement des mesures spéciales et délicates auxquelles la grande masse est le plus souvent inhabile.”

Dunois replace l'anarchisme sur le terrain de la lutte des classes, comme théorie révolutionnaire de la classe ouvrière. Faisant écho sans doute au rejet, par les social-démocrates, de la participation des anarchistes aux soviets, en 1905, le compte rendu du congrès déclare qu'il ne sera « plus possible à nos adversaires social-démocrates d'invoquer notre vieille haine de toute espèce d'organisation pour nous bannir du socialisme sans autre forme de procès³⁹

Les avertissements de Novomirski et de quelques autres n'ont pas modifié fondamentalement les pratiques du mouvement libertaire russe avant la révolution. Ces pratiques ont évolué après 1917 et ont alors suscité un vaste mouvement d'intérêt dans la classe ouvrière, mais il était trop tard.

Dès les premières années de la révolution, des militants libertaires – mais aussi de nombreux ouvriers sans parti – dénoncent à l'occasion des congrès la bureaucratisation, la substitution du parti à la classe ouvrière, le capitalisme d'Etat, la contre-révolution bolchevique. Ces militants n'ont certes pas développé une théorie achevée de la bureaucratie, comme d'autres ont pu le faire à tête plus reposée, mais ils ont posé le problème de façon extrêmement claire.

³⁹ Le texte de Novomirsky s'intitule Du programme de l'anarcho-syndicalisme, Odessa, 1907. Il est cité par A. Skirda, *Autonomie individuelle et force collective*, p. 105.

En avril 1922 Alexandre Berkman publie un texte dans la Revue anarchiste :

“Une centralisation mécanique paralyse l’activité du pays (...) Le gouvernement monopolise toute la vie : la révolution est enlevée au peuple. Une machine bureaucratique est née, effrayante quant au nombre, à l’inefficacité et à la corruption. Rien qu’à Moscou cette nouvelle classe de sovbur (bureaucrates bolchevistes) est supérieure en nombre au total des employés de l’administration du régime tsariste de 1914.”

En 1922 également, Emma Goldman écrit un livre, *My further disillusionments in Russia*, dont la Revue anarchiste publie un extrait en 1925. Elle y indique que l’échec de la révolution n’a pas été dû « uniquement aux pratiques des bolcheviks. Fondamentalement ce fut le résultat des principes et des méthodes du bolchevisme. »

Elle pose donc dès cette époque le problème que développera la revue *Socialisme ou Barbarie* quelque quarante ans plus tard : le rôle de l’idéologie bolchevik dans la naissance de la bureaucratie.

En 1921, Rudolf Rocker, militant anarcho-syndicaliste allemand, publie un livre, *la Faillite du communisme d’Etat* (que les éditions Spartacus ont publié sous le titre stupide de *les Soviets trahis par les bolcheviks*). Rocker écrit de façon prophétique : « La politique de Robespierre a conduit la France au IX Thermidor puis à la dictature militaire de Napoléon. A quels abîmes la politique de Lénine et de ses camarades conduira-t-elle la Russie ? »

En 1929 Arthur Lehning écrit *Marxisme et anarchisme dans la révolution russe* dans lequel il montre que la révolution ne se confond pas avec la prise du pouvoir par les bolcheviks, que la dictature du prolétariat n’a été que celle du parti et des bureaucrates : “On ne peut séparer les conceptions bolchevistes de l’Etat et du socialisme : les bolcheviks étaient des socialistes d’Etat et la doctrine économique du socialisme fixait aussi les moyens politiques propres à la réaliser.”

Une théorie du capitalisme d’Etat est esquissée à la fin du livre :

Mais si le monopole capitaliste devient un monopole d’Etat, si le capitalisme devient un capitalisme d’Etat, si ces deux monopoles de pouvoir et de propriété arrivent à avoir de plus en plus le même caractère, se confondent et se réunissent dans une même main, alors au lieu de se détruire mutuellement, au lieu de se neutraliser ils deviennent par leur union une formidable puissance. (...) La concentration forcée de l’oppression politique et de l’exploitation économique n’engendre pas la liberté mais entraîne au contraire un esclavage rationalisé.

Sans la radicalisation de la classe ouvrière, le parti n'aurait pas été autre chose qu'un groupuscule d'extrême gauche. Une fois au pouvoir il n'a fait, au début, qu'entériner des faits déjà accomplis : appropriation des terres par les paysans, expropriation des capitalistes, etc. S'il y a eu pendant un temps une incontestable convergence entre les bolcheviks et les masses, c'est parce que les mots d'ordre des bolcheviks ont suivi, se sont adaptés aux aspirations de masses. Pendant cette période, l'activité du mouvement anarchiste, qui s'amplifie, leurs rangs gonflant considérablement, est très étroitement liée à celle du parti bolchevik.

Se référant à ce qu'ils avaient entendu sur les soviets, de nombreux militants anarchistes, anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires français allaient soutenir la révolution. Le caractère particulier qu'elle prit à ses débuts, ainsi que l'éloignement, firent que beaucoup de militants étaient convaincus que les bolcheviks étaient des bakouniniens⁴⁰

A l'inverse, un peu plus tard, nombre d'anarchistes refuseront de croire que Makhno était anarchiste !

Fritz Brupbacher résume cette période :

C'est l'époque à laquelle, par enthousiasme pour la révolution russe, le syndicalisme révolutionnaire accomplit son propre suicide. La révolution d'Octobre nous avait plongés dans une telle joie que, tous tant que nous étions, nous oubliâmes ce que nous savions pourtant depuis toujours : que les bolcheviques n'auraient rien de plus pressé que de nous étouffer dès qu'ils auraient, avec notre aide, écrasé la bourgeoisie. Nous fûmes beaucoup, alors, à suivre la même route que Pierre Monatte. (...) Il avait accepté l'idée de la dictature du prolétariat, dont au reste le syndicalisme révolutionnaire avait été l'anticipation. De même, il avait fait sienne l'idée de l'Etat telle que Lénine la définit dans son livre l'Etat et la révolution. (...) L'organisation résultant de la dictature et de l'existence de l'Etat prolétarien, nous la voulions plus large, plus démocratique, plus libre, plus conforme aux principes mêmes des soviets. A nos yeux, ce n'était pas un appareil central constitué de telle manière, qui devait former la base de l'organisation dans la société nouvelle, mais bien la masse des individus eux-mêmes. Le syndicalisme révolutionnaire a toujours proclamé qu'une minorité dirigeante doit entraîner les masses. En 1921, Monatte pensait que le parti communiste était peut-être capable d'être cette minorité dirigeante

⁴⁰ Ce fait m'a été révélé par des militants qui ont vécu cette période, notamment Gaston Leval. 126) Frits Brupbacher, Socialisme et liberté, éditions de la Bâconnière, Neuchâtel, p; 264.

On notera que Brupbacher parle de « minorité dirigeante », alors que le terme consacré était « minorité agissante »... Monatte sera exclu peu après du parti pour avoir soutenu l'indépendance des syndicats face au parti.

Une certaine confusion régna quelque temps, puisque peu après l'arrestation de Monatte, le 3 mai 1920, pour complot contre la sûreté de l'Etat, la police arrêta des dirigeants d'une « Fédération communiste des soviets » et d'un « Parti communiste », tous deux de tendance... anarchiste ! En France s'était créé au début de 1919 un Parti communiste, se déclarant section française de l'Internationale communiste, et ne comptant quasiment que des anarchistes. En décembre 1919 ce parti communiste se transforme en une Fédération communiste des soviets ayant une structuration fédérale : les soviets de base formant des soviets de région qui forment à leur tour un soviet central. Inutile de dire que cette organisation ne fut pas reconnue par Moscou... Nombre de militants libertaires connus pour leur intransigeance à défendre l'individu se convertissent – momentanément pour la plupart – en partisans de la dictature du prolétariat, parmi lesquels Lorulot 127, Armand, Mauricius et Charles-Auguste Bontemps, ce dont aucun ne se vantera par la suite.

Merrheim, qui avait participé à la conférence de Zimmerwald en 1915, et qui s'était heurté à Lénine, n'avait quant à lui aucune complaisance pour Lénine : “C'est un guesdiste, cent fois plus sectaire que tous les guesdistes réunis, ce qui n'est pas peu dire, de désirant que la “dictature sur tout et sur tous, sa dictature à lui, dût la civilisation reculer d'un siècle.”

*** Extraits du livre *Octobre 1917: le thermidor de la révolution russe* (2003). Sélectionnés par Pablo Mizraji por le “Dossiê 100 Anos da Revolução Russa” (ITHA).**